

Lire page deux :

Sur la lettre ouverte de la Fédération des Jeunes

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE. PARIS X.

Prix du numéro : 0 fr. 50

Camarade,

as-tu souscrit cette semaine pour la Vérité ?

En Indochine

L'impérialisme massacre

L'impérialisme français développe dans toute l'Union Indochinoise sa répression sanglante. Dans la région du Nord-Annam, le gouverneur Pasquier a créé une colonne mobile « avec mission de parcourir la région et de procéder à l'arrestation des meneurs ». En Cochinchine, « des mesures spéciales sont en voie d'exécution pour empêcher le recrutement par les communistes d'adhérents parmi la pégre des grandes villes ».

Malgré la terreur que sa légion et ses colonnes mobiles sont chargées de porter dans les villages, l'impérialisme n'a pu étouffer l'effervescence révolutionnaire. Toujours dans la région de Vinh le 28 septembre, « attaque » par les révoltés du poste de Nam-Dam et la milice fait usage de ses armes. Le 3 octobre, « attaque » contre la gare de Yen-Xuan.

Accompagnant les exactions, les razzias, les violences de l'occupation militaire renforcée, sévit la répression de la commission criminelle. Cette cour martiale aux ordres des pillards de la colonie, jugera à Haidoung le 23 octobre cent quatre-vingt-treize « conjurés » accusés de « meurtres, de méfaits graves et de complot contre la sûreté de l'Etat ». De nouveaux assassinats.

Les barbaries de la répression déciment les rangs révolutionnaires. Elles n'ont pas raison de l'agitation qui anime et soulève les opprimés. La condition des populations est encore aggravée par la crise qui atteint la production de riz. Les masses travaillieuses condamnées à la sous-consommation permanente verront encore leurs portions diminuer tandis que les propriétaires défendent plus ardemment leurs bénéfices menacés.

La direction du parti paraît consacrer un grand effort maintenant aux campagnes électorales. Il faut que les ouvriers du parti et les jeunes exigent que lors de la prochaine campagne électorale dans un secteur ouvrier, le parti désigne un candidat indochinois, qu'il mène devant les électeurs le procès au grand jour de l'oppression et de l'exploitation de classe en Indochine, de la misère et de l'esclavage des opprimés, des atrocités de la répression et qu'il fortifie la solidarité active qui doit unir le prolétariat du pays et les masses ouvrières et paysannes d'Indochine engagées dans une lutte capitale.

Supercherie stalinienne

La C. E. de la C. G. T. U. ayant décidé d'organiser une campagne de meetings pour la « préparation des luttes ouvrières » avait reçu une offre de collaboration de la direction du parti communiste.

Les dirigeants du parti n'ont pas dû avoir beaucoup d'inquiétude sur le sort de leur proposition. On imagine sans peine qu'à la séance de la C. E. confédérale, où l'offre du B. P. du parti a été « examinée », les membres de la C. E. confédérale ont dû se tenir à quatre pour ne pas éclater de rire à la pensée qu'ils pouvaient oublier que C. E. de la C. G. T. U. et C. C. du parti étaient — sous une étiquette différente — très exactement la même chose.

Mais alors pourquoi la « formalité » qu'est l'offre du B. P. du parti ? A qui espérait-on donner le change ? Et pourquoi la C. E. confédérale a-t-elle eu besoin de dix jours de réflexion pour répondre — on s'en doutait un peu — favorablement.

En réalité, la direction du parti — en vertu du « tournant décisif » — a voulu utiliser la pauvre supercherie de son offre dans l'intention de démontrer qu'elle a le plus grand souci du respect de la légalité syndicale. On lui accordera que cela devait être démontré ; mais il n'est pas sûr qu'elle y parviendra avec des moyens de cette sorte.

Avant le congrès de l'I.S.R., les stalinien, maîtres du parti, racontaient d'innombrables bêtises sur le « rôle dirigeant du parti » jusqu'à le faire proclamer par le congrès confédéral d'octobre ; aujourd'hui, ils feignent de croire et de faire croire qu'il leur suffira d'envoyer une lettre à la C. G. T. U. pour faire la démonstration que la C. G. T. U. n'a pas été — par eux — transformée en une simple annexe du parti.

Il y avait une façon de montrer et de prouver que la direction du parti ne considérait plus que la C. G. T. U. devait être purement et simplement le prolongement du parti. C'était de reconnaître loyalement — et surtout dans les faits — que les tirades sur « le rôle dirigeant du parti », procédaient d'une conception erronée et dangereuse du rôle et des tâches réciproques du parti et des syndicats ; que le « rôle dirigeant du parti », non défini, s'exprime essentiellement par l'activité intelligente et efficace des communistes dans les syndicats plutôt que par les affirmations fanfaronnes. Mais parler ainsi n'est pas dans les cordes de la bureaucratie stalinienne.

Aussi, lorsque Monmousseau, du B. P. du parti, envoya à Monmousseau, du Bureau confédéral de la C. G. T. U., une lettre où il lui demandait de collaborer avec lui, il n'apporte que la preuve du crétinisme de la bureaucratie stalinienne.

Dix années d'Internationale Syndicale Rouge

L'internationalisme prolétarien

Parmi les tâches capitales que l'I.S.R. trouva devant elle dès sa création, l'organisation de la solidarité ouvrière internationale figurait au premier rang. Une solidarité réelle, agissante, non pas seulement verbale. Il est facile et agréable de chanter l'Internationale. Autre chose est pour un ouvrier de soutenir et de comprendre qu'il est le frère des ouvriers de tous les pays et d'y conformer son action. Cette solidarité ouvrière internationale est la forme la plus élevée de la conscience de classe. Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, quand les barrières nationales éclatent, elle est plus que jamais nécessaire. Sans elle tout développement sérieux de l'action ouvrière est impossible.

Dans ce vaste domaine, l'I. S. R. avait tout à faire. L'organisation syndicale internationale qui existait avant la guerre s'était honteusement effondrée en 1914. Durant son existence relativement courte elle s'était d'ailleurs détournée systématiquement de tout ce qui pouvait mener à l'action internationale. Les chefs syndicaux allemands qui la dirigeaient et y étaient tout-puissants, la maintenaient solidement dans un cadre étroitement corporatif.

L'isolement de la Russie soviétique par le blocus rigoureux des impérialismes coalisés eut pour conséquence de permettre à cette caricature d'Internationale syndicale de se reconstituer la première. Non que l'opération fut facile. Bien au contraire. Quand les chefs syndicaux qui avaient fait la guerre au côté de leurs bourgeoisies se retrouvèrent en présence, ils furent là pas du tout comme des frères mais se classèrent en ennemis, en neutres, toujours sur le plan de la guerre cependant terminée. Cette singulière Internationale était un champ clos où des nationalismes

agressifs se heurtaient. Mais un terrain d'entente devait être trouvé car ces « vainqueurs » et ces « vaincus » avaient une conception fondamentale commune : la même haine du bolchévisme qui les poussait à seconder la bourgeoisie dans sa lutte contre la menace révolutionnaire. Une fois, sous la pression d'éléments de gauche, ils envisagèrent une action ouvrière internationale contre la guerre ; ils parlèrent même de grève générale. Mais cela ne pouvait leur réussir et la tentative ne fut pas répétée. Aujourd'hui, « Amsterdam » est une organisation « internationale » exactement comme le sont le B. I. T. et la Société des Nations, avec lesquels elle est d'ailleurs étroitement liée.

A l'Internationale Syndicale Rouge seule revenait donc toute la tâche de créer une véritable Internationale syndicale. Cette tâche immense, elle dut l'entreprendre dans des conditions difficiles. Des syndicalistes révolutionnaires qui avaient adhéré dès le début, qui avaient même poussé à la création de l'I. S. R., se retirèrent parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux nécessités de l'action internationale. Ils se retirèrent sur eux-mêmes, sur leur mouvement national, et essayèrent vainement de constituer une autre Internationale. Les chefs réformistes des pays de grande industrie où les syndicats étaient puissants (Allemagne, Angleterre) réussirent à garder la direction par d'habiles manœuvres, tantôt en se déguisant en « gauches » et en faisant des avances à Moscou, tantôt par des coups de force, excluant des syndicats les communistes. Les gouvernements appuyèrent et facilitèrent partout leur activité anticommuniste. Dans plusieurs pays, les syndicats rouges furent mis hors la loi. (Voir la suite en troisième page.)

Pour un véritable « tournant décisif »

Comment la direction opéra le tournant

Cet article, qui émane d'un camarade autorisé, apprendra aux membres du parti ce que la direction bureaucratique leur cache : comment la bureaucratie opéra le tournant. C'est aussi contre de telles méthodes néfastes, que les meilleurs communistes lutteront avec les oppositionnels en luttant pour que le parti se débarrasse des erreurs de la troisième période et adopte une politique communiste claire et ferme.

Trotsky a écrit : « En politique, ce qui décide, ce n'est pas seulement le quoi, c'est aussi le comment et le qui ». Si nous voulons fournir une appréciation correcte du tournant, c'est sous cet angle que nous devons l'examiner.

Le quoi, dans le tournant, c'est incontestablement une reconnaissance de la justesse de l'ensemble des constatations et critiques de l'opposition dans la troisième période. Qu'il s'agisse de l'état de l'organisation du parti et des syndicats, de leurs rapports, de leur influence, de l'abandon de la politique du front unique, des mots d'ordre aventuriers. Naturellement, les dirigeants du Parti essayent de masquer cet abandon de leurs positions d'hier derrière l'affirmation que la politique était juste et que seulement l'application fut fautive. A l'abri de cette formule, ils rejettent sur la base les responsabilités qui leur appartiennent. Il est clair que cette distinction entre l'application et la politique doit être rejetée. Mais elle ne saurait suffire pour motiver une systématique opposition si le tournant se réalisait réellement.

Comment s'est réalisé le tournant ? Le Bureau Politique du parti palageait en plein dans la troisième période. Il sortait du 1^{er} Mai « grève politique », il lançait le mot d'ordre de « grève politique » pour le 1^{er} Août.

Dans le Parti, la lutte menée contre Vassart était élargie à tout le « marais opportuniste ». Dans le Bureau Politique, le groupe des jeunes faisait la petite guerre à Doriot. Election de St-Denis, incidents du 1^{er} Mai, guerre qui aboutissait au dépôt d'une demande de contrôle contre Doriot. Entre Thorez lui-même, alors en prison, et le Bureau Politique des désaccords surgissaient sur la question du paiement des amendes. Le Bureau politique rejetait alors la position sanctionnée par le Comité Central dans la résolution parue ces jours derniers dans l'Humanité.

C'est alors que parvint un télégramme de Moscou. Une conférence a lieu entre le secrétariat de l'I. C. et des membres du Bureau Politique désignés non par le B. P., mais par le secrétariat de l'I. C. Et c'est ensuite que se réalise le tournant. Il n'est donc pas l'expression de la propre politique des dirigeants du parti mais s'opère sous la pression de la direction de l'I. C. Comment celle-ci le réalise-t-elle ? S'est-elle convaincue de ses erreurs dans le domaine de la politique internationale ? S'est-

elle aperçue des conséquences de sa politique dans le mouvement ouvrier ? De la situation élatante de sa ligne et de la situation objective ? En partie sans doute. Mais il faut tenir compte du facteur de la situation intérieure en U.R.S.S. et du recul auquel est contraint Staline.

Qui réalise le tournant ? Les modifications apportées au sommet ont été présentées sous un seul angle d'organisation. Elles ne peuvent avoir cette seule valeur. Dans le Bureau Politique de la 3^e période, le groupe des jeunes tenait une large place non seulement en raison de sa force numérique mais encore de sa cohésion. Une grande importance politique avait été accordée à cette participation. Le Bureau politique d'aujourd'hui : Thorez, Monmousseau, Semard, Frachon, Cachin, Doriot, Barbé détruit complètement cette situation. Ce ne peut être là la seule mesure d'organisation. La liquidation du secrétariat collectif, la désignation de Thorez au secrétariat général ont aussi une signification politique. Cette signification réside dans la désignation de ceux qui réaliseront le tournant. Elle sera plus claire encore si l'on examine un côté peu popularisé du tournant : celui de la politique des cadres. Il était de mode sous le signe de la 3^e période de faire la lutte contre les cadres, marais opportuniste, écran entre le parti et la masse. Ceci est radicalement modifié. Il faut ramener à des fonctions responsables, les « silencieux », si souvent condamnés. Dans quelles conditions se réalise cet aspect du tournant ? En pleine clarté politique ? Non. On peut juger par la façon dont réapparaît Vaillant-Couturier, dont on propose la réintégration de Le Flanchez. C'est du même point de vue que se juge le retour de Daniel Renoult. Cet aspect du tournant se réalise sous l'angle du compromis.

Quand on examine qui réalise le tournant, apparaissent clairement les dangers opportunistes qu'il contient et son caractère centre-droit. La limitation des erreurs de la 3^e période à « l'application » comporte en germe autant de dangers. Pour démontrer qu'une autre « application » donne d'autres résultats, il faut s'efforcer, à tout prix, d'obtenir des résultats au moins apparemment positifs.

Et c'est tout naturellement sur le terrain électoral que s'oriente le bloc centre-droit. Ainsi s'explique la candidature Thorez, l'effort formidable pour l'élection du 20^e et la façon dont la campagne a été menée, la candidature Peri à Marseille.

Dans le régime intérieur du parti le tournant ne sera favorable qu'aux éléments de droite, à tous ceux qui n'ont pas été conséquents dans leur opposition à la politique de la 3^e période. Ils seront aussi exigeants qu'ils furent silencieux et les nécessités d'obtenir des résultats apparents

Staline prépare une nouvelle victime

La vie du camarade Zinzadzé est menacée

Le camarade K. Zinzadzé est un des plus vieux membres du parti bolchevik auquel il a adhéré en 1903. Aujourd'hui, comme soutien du stalinisme règne le type du « vieux bolchevik » qui, à la suite de la défaite de la Révolution de 1905 et jusqu'à la Révolution de 1917 resta complètement en dehors du mouvement révolutionnaire, qui combattit contre Octobre et n'y adhéra qu'après la victoire.

Lénine proposa autrefois de mettre « aux archives » de tels « vieux bolcheviks ». Contrairement à ces messieurs, le camarade Koté est un vrai bolchevik révolutionnaire. Depuis sa jeunesse, il fut le combattant du parti, agissant selon les circonstances, avec la même certitude et la même audace dans l'emploi de la bombe et de la revolver qu'au moyen du tract et de la parole. Le camarade Koté a subi la prison et la déportation tsaristes. Au moment de la Révolution, il a combattu contre l'ennemi de classe dans son Caucase natal où il fut, dans les périodes les plus héroïques, le président de la Tcheka de la Transcaucasie. Depuis 1923 le camarade Koté est dans l'Opposition et il est l'un de ses dirigeants en Caucase. Depuis 1928 il est déporté. La force d'acier du camarade Koté qui a été minée par la prison, la déportation et le travail militant du parti, est devenue cette fois-ci de plus en plus mauvaise. Le camarade Koté souffre d'une forme très aiguë de tuberculose pulmonaire. Les conditions de la déportation stalinienne ont brutalement aggravé sa situation pénible. Les dernières nouvelles parvenues annoncent que sa vie est menacée. Depuis le printemps de cette année, le camarade Koté crachait continuellement le sang ; il a perdu 30 kilos de son poids ; depuis quelques mois déjà, il est cloué au lit. Ses faits parlent d'eux-mêmes. Les amis et les proches du camarade Koté Zinzadzé ont essayé, sans succès, pendant quelques mois de soulever la question de le transporter dans un climat plus favorable (Soukhom). Sous la protection de Staline, les aventuriers et les carriéristes jurent avec la vie du vieux révolutionnaire irréprochable. Ils savent que le camarade Koté est un bolchevik de fer, qu'il ne cédera pas. Ils savent que le camarade Koté, même malade, allié, continue, par l'écrit et la parole, la bataille pour les idées léninistes, contre le stalinisme et la capitulation. C'est pour cela qu'ils le haïssent, c'est pour cela que Staline condamne littéralement à mort le camarade Koté.

Il faut que la protestation des ouvriers communistes dans le parti, dans leurs organisations de classe défende la vie de Zinzadzé, la vie de Christian Rakovsky. L'existence de certaines oppositionnelles qui subsistent les affres de la déportation et des isolateurs, contre la bureaucratie stalinienne qui, en voulant à l'extermination les forces les plus éprouvées de la Révolution, affaiblit la dictature du prolétariat à l'heure où le capitalisme mondial renforce son agression contre l'U. R. S. S.

PROCHAINEMENT la seconde partie de l'étude de

Léon TROTSKY Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

contraindront à des concessions politiques à leur égard.

Ce tournant ne peut donc être notre tournant. Cela ne signifie nullement que nous devons nous y opposer tout simplement. Nous devons nous en servir non seulement pour démontrer que nous avons eu raison mais surtout pour démontrer que les opinions que nous avons défendues ont droit de cité dans le parti et poser ainsi le problème de la réintégration. Nous devons poser la question de la réalisation du tournant en particulier dans la question du front unique, que nous devons appliquer nous, à l'égard du parti. Nous devons utiliser le tournant de la direction en vue de la réalisation de « notre tournant ».

Parlant des problèmes opposés par le « tournant français » plus facilement accessible aux ouvriers révolutionnaires nous devons les élargir à l'échelle internationale.

Aussi l'opposition qui, dans la 3^e période, a cessé déjà d'être un groupe isolé, détaché du parti et du mouvement ouvrier, pourra y pénétrer plus profondément.

LA CAMPAGNE DU "DUMPING"

Défense de l'U.R.S.S. contre l'agression économique !

L'U. R. S. S. est une nouvelle fois l'objet d'une campagne menée par les gouvernements et la presse capitaliste, à qui les socialistes apportent leur concours. Aujourd'hui, le prétexte est ce que la presse bourgeoise appelle le « dumping » soviétique. Le gouvernement français s'est déjà signalé par des mesures de prohibition dans l'entrée des produits soviétiques et Flaminin a porté la question devant la S. D. N. qui étudiera le mois prochain les mesures prises à faire cesser le « dumping ». Cette question est aussi à l'ordre du jour de la Conférence des Pays de l'Europe Orientale du 14 octobre.

Les conditions graves dans lesquelles se présentent aujourd'hui les attaques impérialistes contre l'U. R. S. S. font un devoir aux communistes d'alerter rapidement le prolétariat pour la défense de l'U. R. S. S. car il n'y a jamais eu, depuis la fin des interventions armées et du blocus, d'agression aussi dangereuse que celle qui a lieu. L'Etat soviétique, engagé dans la réalisation du plan quinquennal, et les Etats capitalistes, aux prises avec la crise économique mondiale, se trouvent dans une situation où les antagonismes se sont exacerbés énormément depuis quelques mois.

L'économie soviétique traverse d'énormes difficultés. Après avoir lutté de 1923 à 1927 contre l'Opposition qui montrait la nécessité de l'industrialisation progressive de l'économie, Staline s'est vu dans la nécessité, pour arrêter les effets de sa politique, d'appliquer précipitamment, avec l'appareil bureaucratique qu'il avait forgé, les mots d'ordre de la gauche communiste. Ce furent alors les lourdes erreurs de la « troisième période », le cours ultra-gauchiste, l'industrialisation et la collectivisation à outrance des campagnes soviétiques qui causa une perturbation et une ruine qu'une rapide retraite n'a pas réussi à réparer. Ce fut enfin l'essai de réalisation du plan quinquennal en quatre ans, véritable tentative d'industrialisation accélérée. Toutes les fautes accumulées par Staline et la répercussion sur l'économie russe des secousses de l'économie capitaliste ont placé l'économie soviétique devant la nécessité impérieuse d'obtenir du plan quinquennal un minimum très sérieux de réalisations.

C'est vers la réalisation aussi complète que possible du plan quinquennal qu'est orientée actuellement l'économie russe. Cela nécessite entre autres d'importants achats d'outillage à l'étranger. Seule la vente des produits russes à l'étranger peut procurer les devises nécessaires à ces achats. L'économie russe pour tenter de réaliser le plan quinquennal est donc obligée, malgré les difficultés intérieures, malgré la raréfaction en Russie d'un grand nombre de produits essentiels, d'exporter.

Les capitalistes n'ignorent pas la situation de l'U. R. S. S. et pour eux le « dumping » n'est qu'une formule habile pour justifier leur tentative de boycottage, destinée à empêcher l'U. R. S. S. de réaliser son plan quinquennal. L'échec de la réalisation du plan quinquennal apparaît alors comme le premier pas vers la suppression du monopole du commerce extérieur, l'ouverture du grand marché russe, la chute du régime soviétique. La situation économique du capitalisme mondial appelle en effet de façon aiguë l'ouverture de nouveaux débouchés ; la libre ouverture du mar-

ché russe offrirait pour un temps une solution à la crise, pendant que la chute du régime soviétique débarrasserait les impérialistes de l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

Il ne faut pas s'étonner que dans cette nouvelle croisade antisoviétique l'impérialisme français occupe la première place. D'abord, l'impérialisme français est le soutien de la Petite Entente et les exportations soviétiques de produits agricoles ne tendent pas à améliorer la grave crise agricole des pays de l'Europe Centrale. L'accentuation de la crise agricole dans la Petite Entente lui nuit en ne permettant pas la rémunération du capital investi dans les entreprises industrielles de l'Europe Centrale et restreignant une partie des exportations françaises de produits fabriqués.

Mais surtout le capitalisme français n'a encore que peu souffert de la crise et dispose de moyens financiers considérables. La Banque de France regorge d'or. La Place de Paris rêve de ravir à la Cité britannique le premier rang. Le placement de ces capitaux disponibles pourrait aider puissamment le capitalisme français à surmonter la crise qui l'atteint déjà. Mais, où placer ces capitaux concentrés entre les mains des grandes banques ? Comment utiliser cette situation financière remarquable pour prendre une place privilégiée sur les autres grands impérialismes ? Ce problème délicat n'a pas encore été résolu par l'impérialisme français. Les capitalistes manquent de confiance aussi bien vis-à-vis des entreprises allemandes que des entreprises italiennes ou des entreprises de l'Europe Centrale.

Un fait s'impose : si le marché russe devenait libre, la France, par sa mainmise sur la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, grâce à ses grandes disponibilités financières et à son outillage moderne, pourrait facilement se tailler la première place sur le marché russe, rattrapant et au delà l'avance de certains impérialismes et consolider solidement son hégémonie en Europe.

Les contradictions inhérentes au régime capitaliste nuisent dans une large mesure à la formation d'un front commun de lutte économique contre l'U. R. S. S. Mais il serait criminel de compter sur ces contradictions pour préserver l'U. R. S. S. et le prolétariat mondial des dangers très graves qui les menacent. C'est en pleine crise de l'économie capitaliste, au moment où des milliers de chômeurs souffrent dans les principaux pays, où une répression inouïe maintient le prolétariat sous le talon de fer du capital, que celui-ci cherche une nouvelle fois à provoquer la chute du régime soviétique. Cette tentative du capitalisme se retournera contre lui si l'I. C. sait entraîner le prolétariat à réagir pour empêcher un nouveau blocus ou une action militaire. Mais la situation commande davantage encore. Il faut mobiliser le

(La suite en quatrième page.)

La "Vérité" en danger immédiat

L'appel que nous adressons chaque semaine à nos lecteurs ne rencontre pas suffisamment d'échos. La souscription de cette semaine n'est assez copieuse que par suite de quelques grosses souscriptions. Celle-ci sont rares et nous ne pouvons compter que sur les efforts plus restreints mais réguliers de la plupart de nos amis. Un grand nombre de nos amis n'a pas encore envoyé une contribution. Nous leur demandons de répondre sans tarder, s'ils ne veulent pas nous obliger à cesser la parution hebdomadaire et à ne paraître que deux fois par mois.

La vie de la Vérité dépend dans les jours qui viennent des efforts de tous nos amis.

Il faut : 1) SOUSCRIRE fréquemment et régulièrement. Nous demandons à tous ceux qui le peuvent d'imiter l'exemple de quelques camarades de Paris qui versent cinq francs par semaine.

2) S'ABONNER. Les abonnements sont les plus importantes de nos ressources. Chaque abonné doit nous amener un abonné nouveau, chacun de nos lecteurs doit s'abonner.

Il faut aussi souscrire des abonnements d'essai de trois mois à cinq francs parmi les militants des organisations révolutionnaires.

3) DEVELOPPER la VENTE de la Vérité. Jusqu'à présent, la vente n'est bien organisée que dans quelques villes (Tours, Halluin, Lyon, etc...); mais dans bien des endroits, les possibilités ne sont pas épuisées. Chaque camarade doit s'en préoccuper.

Chacun de nos amis doit se préoccuper de trouver d'une façon suivie une partie des ressources dont le journal a besoin : en souscrivant chaque semaine, en faisant souscrire, en recueillant des abonnements, en organisant une vente. Si vraiment un nombre sérieux de ceux qui travaillent avec nous et soutiennent notre action font cet effort, la Vérité n'aura pas à subir un recul que nous ferons tout pour éviter. Il faut agir.

Dans le Parti et les Jeunesses

Le "mea culpa" de la Fédération des Jeunesses

La lettre ouverte aux membres des J. C.

Après son dernier Comité Central du 20-21 Septembre le Bureau de la Fédération s'est dépeché de prendre une résolution inspirée du Comité Central, adressée à l'ensemble des membres de la Jeunesse communiste. Cette résolution examine les dernières grèves et indique tout le mauvais travail fait par différentes directions et en particulier, celle du Nord.

Il est bon de remarquer, qu'un C. C. est constitué par l'ensemble des camarades qui ont à examiner la situation politique. Alors dès le début de l'application de la loi des assurances sociales le C. C. aurait dû être convoqué? Il l'a été; mais ensuite, quand tout fut terminé par une défaite. Le C. C. n'est plus un organisme d'examen appelé à tracer des perspectives de luttes, mais bien un organisme sanctifiant la politique de quelques bonzes; le rôle politique du C. C. est complètement annihilé par l'omnipotence des bureaucrates staliniens. A cette allure un autre tournant objectif sera opéré que nos braves bureaucrates seront toujours sur le demi-tour.

Cependant comme préambule dans la ligne de la 3^e période, la résolution indique que la radicalisation des masses est confirmée par l'élan gréviste des travailleurs du Nord. Elle note la participation de plus de 50.000 jeunes pendant les grèves du Nord.

Pendant les grèves du Nord la Jeunesse socialiste digne de son aîné, le parti, trahit sans vergogne le prolétariat, prépara sa « semaine d'étude » pendant le combat, c'est-à-dire sabotait ouvertement l'action des grévistes. La J. O. C. se taisait ou trahissait ouvertement en demandant la discussion avec les patrons et la rentrée des ouvriers.

La J. C. a-t-elle profité de ces fautes? Non, et la résolution indique clairement quand elle fait remarquer avec amertume l'immense faiblesse des J. C. recrutant en tout et pour tout, pendant la période des grèves et sur 50.000 jeunes, à peine 200 adhérents.

La situation des J. C. dans le Nord est des plus sérieuses. Est-ce que notre politique, pendant l'action a eu une ligne nette et précise d'attaque, une tactique assoupie et efficace? Non, les J. C. et le parti se montraient de piètres dirigeants et la résolution le marque (cette partie est meilleure comme auto-critique que celle que le parti a tenté de faire) : la tendance sectaire du mot d'ordre pendant le début de la grève fut : *Pour la dictature du prolétariat, contre les assurances sociales* et cela en oubliant les revendications partielles. Maintenant nos dirigeants font l'auto-critique et reprennent certains arguments défendus en pleine bataille par nos camarades de l'Opposition unitaire d'Halluin. On remarque tristement l'effondrement politique des dirigeants qui ne contrôlent pas les événements au jour le jour mais analysent le lendemain des situations, toujours en retard sur la situation objective, incapable de la prévoir et de l'utiliser.

La résolution fait une constatation bien malheureuse, certes, mais elle est incapable de tracer des perspectives d'avenir. La résolution qui devait fixer les tâches des jeunes, se contente des vieilles formules : *organiser ceci, organiser cela, on doit être, etc.*, mais sans dire pourquoi et, surtout, comment on doit organiser ceci ou cela.

Comment préparer le travail syndical — grande faiblesse des J. C. — qui veut absolument développer un mouvement de jeunes spécial, quand l'intérêt immédiat pour la réussite des tâches devrait être un mouvement syndical unique adulte et jeune sans les cloisons étanches des fameuses commissions (sur papier) de jeunes.

Cette incompréhension du travail syndical a été la cause, en très grande partie, de l'échec du Nord. Cette erreur fut aggravée par la direction politique des J. C. dans le comité central des grèves sans liaison avec les masses grévistes, car tous les congrès ouvriers préparés par les J. C. pendant la grève furent des échecs lamentables. (La résolution parle dans le même sens).

La résolution entend enseigner l'essence même du défaitisme au sein des J. C. Car une résolution qui fait l'auto-critique des fautes du passé qui sont des défaites — mais qui dans les tâches futures ne trace clairement aucune tâche sérieuse basée sur une bonne analyse de la situation, qui n'indique pas comment on doit travailler pour la réalisation du front unique, comment on doit travailler à attirer à nous les jeunes socialistes et les jockistes, est une résolution de faillite et de défaitisme.

Ce C. C. de 50 membres qui fond sans cesse

à chaque convocation, aurait dû prévoir la réorganisation des J. C. avant qu'il ne soit trop tard. Si le C. C. avait examiné les défaites sous un angle de victoires futures par une auto-critique politique saine dans un examen marxiste de la situation objective, alors la J. C. aurait pris un bain de vigueur, tandis que la résolution de la Fédération teintée de gris et sans perspectives laisse aller sur l'onde démontée la barque sans pilote.

La direction des J. C. dans le tournant a fait faillite, elle est à la traîne des événements. La jeunesse communiste, saine encore, heureusement, à la base, saura réagir vigoureusement malgré le poids de l'appareil et de ses mensonges.

Il est urgent de parer au péril — car si la bourgeoisie esquissait une attaque, cela serait pour le plus grand dommage de notre organisation qui n'a rien appris dans la tactique léniniste et se couperait des masses. Les jeunes camarades doivent demander la convocation d'une conférence nationale élargie et balayer une direction qui a accumulé fautes sur fautes. Cette conférence doit s'orienter vers la tâche primordiale : dans les syndicats, c'est là et sans esprit de direction politique mécanique que les membres des J. C. pourront rattraper le temps perdu et prendre la tête de la jeunesse ouvrière dans les événements qui se dérouleront.

DANIEL LEVINE.

La fédération veut en finir avec l'opposition

DANS LE 2^e RAYON

On aperçoit maintenant le but des jeunes staliniens. Reculer la conférence au 22 octobre pour se préparer une majorité afin d'éliminer l'opposition de gauche qui a bataillé contre la direction mécanique et qui représente vraiment la volonté de travail de la base. Il est clair que les hautes sphères vont abuser des jeunes copains à qui on a oublié de donner les éléments essentiels en ce qui concerne le mouvement de la jeunesse communiste. On place les camarades dans l'alternative de se prononcer pour ou contre la résolution présentée par la Fédération sur les grèves du Nord et les tâches. Les camarades qui feront des critiques de détails et sur le fond seront immédiatement classés comme « trotskystes » et menacés d'exclusion de la J. C.

Est-ce que les dirigeants veulent que les copains soient des automates dépourvus de tout sens critique?

Nous demandons aux camarades, du 2^e rayon en particulier, de veiller parce que des menaces lourdes pèsent sur des camarades actifs qui ont eu toujours la sympathie de la base. Il faut que les copains réagissent avant la conférence sur la base de leurs cellules. Il faut empêcher par tous les moyens les exclusions de bons camarades ce qui viderait le rayon de son contenu le plus révolutionnaire comme il le fut en 1928.

Nous rayons un important travail à faire dans les entreprises; à diffuser sa presse contre le poison de la bourgeoisie; contre les adversaires qui grandissent (J. O. C. à Montreuil et dans le 11^e); la Jeunesse socialiste dans le 20^e qui compte 100 membres; contre la répression qui frappe nos camarades — Bernard a été arrêté le 11 à Avron alors qu'il vendait l'Avant-Garde isolé du fait de l'affaiblissement du rayon. La « réaction des masses » si chère à nos professeurs de la radicalisation n'a pas eu lieu. Que pense le camarade Depoirt de la vente d'Avron? chez les 100% les « duchés » sont la conclusion logique de la 3^e période!

Nous demandons à tous nos camarades qu'ils se prononcent d'accord avec nos camarades de l'opposition de gauche menacés d'exclusion et qui n'ont jamais failli à leur tâche. Chambrun et Pfeiffer resteront membres des J. C. par la volonté de la base.

Le 2^e rayon a été à gauche en 1928, en 1930 il le sera encore malgré la pression stalinienne qui diffuse des calomnies contre nos camarades.

Luttez contre toutes les exclusions!
Groupez-vous autour de l'opposition de gauche du 2^e rayon!

JACQUES SEPTIER.

Dans la région marseillaise

La campagne de la Belle-de-Mai

Le parti même actuellement, la lutte électorale à la Belle de Mai. Je veux me contenter d'insister sur le fait qu'une douzaine de copains seulement ont organisé le début de la campagne; cela souligne la faiblesse de l'organisation du P. C. dans notre région, faiblesse elle-même déterminée en partie par les erreurs politiques.

Il faut dire que malgré les difficultés, les premiers meetings furent de réels succès pour le P. C. en ce sens qu'ils groupèrent de très nombreux auditeurs.

Une seule position politique : celle de notre parti; en face d'elle plusieurs maquisards qui s'injurient (par affiches) et dont les plus marquants sont Ambrosini et Schurrer; après tractations et combines ces massieurs se rejoindront dans la bouillabaisse anticommuniste.

Le parti, malgré ses faiblesses et erreurs, semble avoir fait un effort pour faire une campagne profitable au communisme; cependant, on ne peut passer sous silence le fait, que le premier n° à Marseille de *Rouge-Midi* ne contient aucune explication sur le programme et le rôle du P. C. et de l'U. C. sur le communisme. Sa première page est uniquement consacrée à l'élection de la Belle de Mai et la présentation du candidat. Péri n'a rien d'une présentation communiste.

Les oppositionnels doivent insister, par la discussion, par l'intervention dans les réunions, sur la nécessité d'une campagne communiste nettement dégagée des préoccupations électoralistes, sur l'attitude plus ou moins habile et trompeuse des agents de la bourgeoisie, chefs socialistes compris, particulièrement tarés et répugnants, à Marseille; nous devons insister parce que communistes et oppositionnels de gauche sur les objectifs que doit se fixer le parti au cours de cette élection : renforcement des organisations de classe du prolétariat, en vue des luttes économiques prochaines de notre région; gain sérieux d'influence du communisme débarrassé des erreurs de la 3^e période; véritable front unique avec les ouvriers socialistes.

UN CORRESPONDANT.

Après l'exclusion de Chambrun

Canalleries!

Les dirigeants de la 20^e U. R. unitaire sont furieux de voir que le syndicat des cimentiers, malgré tous leurs soins, ne se décide pas à suivre la ligne juste.

Ca enrage notamment le petit Raynaud, dont la colère est grande, à tel point qu'avec ses collègues il finit par perdre la mesure.

Ainsi, parmi les opposants de ce syndicat rebelle, le camarade Chambrun, militant des J. C., a attiré particulièrement les foudres staliniennes sur son compte. Il avait eu — aduace incroyable! — le courage de mettre en doute la justesse de la ligne et plus fort, au dernier comité général de la 20^e U. R. il avait critiqué les méthodes des dirigeants communistes imposant la grève avant le 1^{er} Mai — qui a été un désastre — aux syndicats du bâtiment.

Du coup, Raynaud et Cie l'ont traité « d'agent de la bourgeoisie ». Mais cette fois, ça n'a pas été tout seul et une assemblée générale des cimentiers l'a contraints à rectifier...

Raynaud ne devait pas tarder à avoir sa revanche : Chambrun a été exclu par sa cellule et l'Humanité l'annonce sous l'indication : « mise en garde » en signalant qu'il a été exclu pour « attitude anti-communiste ».

La « mise en garde » est réservée habituellement aux escrocs, aux voleurs de caisses; mais pour les staliniens, être oppositionnel est identique et synonyme d'anti-communiste.

Les cimentiers unitaires sauront relever les canalleries de ceux qui emploient tous les moyens, y compris la répugnante « mise en garde », contre les militants qui ne veulent pas laisser ruiner la C. G. T. U.

LA FAILLITE DU TRAVAILLISME

Le congrès du Labour Party constate son impuissance

Afin de travailler en famille, si on peut dire, le congrès travailliste de Llanduno a commencé par exclure du Labour party sept organisations convaincues d'être en relation avec Moscou, parmi lesquelles nous trouvons l'association révolutionnaire des instituteurs, la « Teacher's labour league » affiliée à l'Internationale de l'Enseignement, la ligue contre l'impérialisme, les amis de U. R. S. S. etc... Le parti travailliste avait affirmé son unité à pu se livrer au petit jeu des critiques démocratiques et loyalistes. Une grande question, celle du chômage, a dominé les débats à tel point que les événements de l'Inde, et la politique impériale du gouvernement n'ont éveillé que des échos très restreints.

Le plaidoyer de Mac Donald

Miss Suzan Lawrence qui présidait les débats s'est faite l'avocat de la triste cause gouvernementale. Rien n'est plus inattendu que son argumentaire : la crise et le chômage sont des phénomènes mondiaux, dit-elle, à cela un seul remède, l'organisation socialiste de la production à l'échelle mondiale. Le problème ne peut être résolu dans les cadres étroits de l'Angleterre, par conséquent, le Labour party au pouvoir, même avec une majorité parlementaire, ne peut pas faire grand chose. Ce raisonnement est singulier dans la bouche d'un dirigeant ultra-réformiste d'un parti étroitement nationaliste. Mac Donald et ses amis deviendraient-ils des internationalistes? On ne le voit pas très bien, attendant de la Révolution mondiale et de l'instauration mondiale du Socialisme la solution des difficultés où se débat la bourgeoisie. Mais cette pompeuse phraseologie n'a qu'un but : excuser la carence totale du réformisme au pouvoir, justifier par avance une politique de Ponce Pilate devant la marée du chômage. Emportée par son lyrisme, la présidente du Labour party a revendiqué pour l'Angleterre « le rôle historique de montrer au monde l'exemple du socialisme comme dans le passé elle avait montré celui de la liberté politique ». Les délégués applaudissent ces tirades qui les dispensent de tout penser à ce que l'Angleterre montre réellement au monde : l'image de la décrépite capitalisme, de la misère croissante des masses et de l'impuissance des chefs réformistes.

Mac Donald après avoir lâisé flotter son imagination dans les rêveries de l'« évolutionnisme » et s'être comparé à un médecin tâtant le pouls de la vieille Angleterre a dû en venir à des choses plus sérieuses : le chômage étant une conséquence du capitalisme, il faut attendre que le capitalisme fasse ses malles et s'en aille grâce à l'« évolution ». Comme palliatif, il n'en voit que très peu. Quant on aura construit quelques routes, réparé quelques ponts, il faudra bien trouver autre chose; et Mac Donald n'épargne pas les critiques au plan de grands travaux publics proposé par Lloyd George. Il y a un remède relatif, c'est-à-dire le retour à la terre! Le gouvernement et les communes achèteront quelques champs sur lesquels on mettra des chômeurs. Les ouvriers sans travail se transformeront vite de cette manière en paysans sans terre si la terre n'est pas au préalable nationalisée, si la propriété foncière, ce bastion du conservatisme, n'est pas auparavant extirpée. Il est difficile d'imaginer que le loyal gouvernement travailliste de Sa Majesté puisse en arriver à ces extrémités!

Mac Donald n'a rien dit sur le problème qui passionne l'opinion britannique, l'organisation de l'Empire. Il a prétexté ne pas vouloir troubler la conférence impériale qui se tient en ce moment à Londres. Tel est le plaidoyer de Mac Donald pour la lamentable faillite de son gouvernement. Il avait promis de résoudre le chômage en 2 ans. Depuis seize mois qu'il est au pouvoir, rien n'a été fait. Arrivé presque au terme de l'échéance, il en est encore à quelques vagues projets d'organisation du marché intérieur et de culture des terres en friche. Le premier ministre du chômage Thomas a, selon la critique cinglante d'un des délégués Wise, appris au bout de longs mois de gouvernement à connaître la finance non pour la plier aux nécessités sociales, mais pour s'y asservir davantage. Il fut remercié mais Mac Donald son successeur s'est contenté de lui emboîter le pas...

La « colère » de M. L. P.

L'I.L.P. (Independent Labour party) par l'organe de son président Maxton a déposé une motion

de censure contre le gouvernement, motion qui constatait la faillite du gouvernement, faillite due à sa timidité devant le capital d'Etat. Comme propositions la motion reprenait à peu près le programme électoral de 1929 : réduction des heures de travail, programme d'habitations, et y ajoutait la socialisation des grandes entreprises, l'ouverture de crédits à la Russie, une réforme de la constitution dans le sens fédératif, etc... Maxton, député de Glasgow, s'est livré à un duel académique avec Mac Donald développant les critiques de la motion mais excusant l'attitude personnelle du premier ministre. Au vote, l'I.L.P. a eu 334.000 voix et le gouvernement 1.803.000.

Quel sens doit-on donner à cette opposition si radicale en parole? Pour cela, il faut se souvenir que l'I.L.P. est une petite organisation de 50.000 membres dans le Labour party mais qui a, jusqu'à l'année dernière, joué le rôle de fraction dirigeante. Elle possède 180 députés sur les 290 députés travaillistes aux Communes, mais par suite de la structure organique très compliquée du Labour party, de l'énorme poids spécifique des syndicats et de la bureaucratie syndicale, elle ne joue aucun rôle sérieux dans la direction politique du mouvement et dans les conseils gouvernementaux. Elle s'est contentée dans le passé de fournir des cadres politiques à la direction du Labour party. Cette organisation irresponsable et sans pouvoir matériel est monopolisée par des intellectuels petits bourgeois dont l'idéologie puritaine allie la passivité religieuse et le verbalisme démagogique. De là, des mots d'ordre grandiloquents sans la moindre tentative pour les concrétiser dans la pratique. Mais que de tels mots d'ordre aient obtenu des centaines de mille voix, c'est un indice que le mécontentement commence à gagner les masses. A travers la démagogie et le cabotage de Maxton, il y a le tableau affreux de la misère sordide où sont plongés les ouvriers écossais.

L'attitude oppositionnelle de l'I.L.P. reflète l'hostilité grandissante des ouvriers contre la politique capitaliste de Mac Donald. L'appareil des syndicats, enchaîné par le « Mondisme », lié organiquement au pouvoir est trop lourd pour suivre la température des masses. Quant au parti communiste, ravagé par la stupidité politique de l'I. C. depuis 1926, il n'a nullement l'influence qu'il serait légitimement en droit d'avoir. Le courant de mécontentement échappe au communisme et va présentement se réfugier dans les duos des petits bourgeois bavards de l'I. L. P. C'est là un immense danger pour l'avenir du mouvement que cette impuissance du P. C. A. et du Mouvement minoritaire (minorité syndicale révolutionnaire) en face de la situation sans issue de centaines de mille d'ouvriers.

L'Inde escamotée

Un court débat s'est institué sur l'Inde qui se termina sans aucune conclusion, ce qui laisse au gouvernement les mains libres pour continuer ses sanglants exploits. Le fait seul suffit à montrer le peu de consistance de l'opposition dans l'I.L.P. et son désintéressement réel du sort des travailleurs indous. Et cependant il avait présenté une motion enflammée, proclamant sa solidarité avec le peuple indou « souhaitant le développement d'un mouvement de masse aux Indes pour assurer ses droits », faisant le vœu que ce mouvement développerait « une lutte de masse contre les propriétaires fonciers et les capitalistes ». La résolution demandait le retrait de « toute mesure répressive » mais restait muette sur l'évacuation militaire.

Toutes ces belles résolutions qui font penser à une caricature puérile des thèses communistes, s'envolent dès que l'encre commence à sécher sur le papier. Malgré tout, elles reflètent en le déformant, un courant nettement antiimpérialiste, courant que la bourgeoisie britannique sait détourner du fleuve révolutionnaire pour l'enliser dans le terrain du conformisme le plus passif.

Contre une bourgeoisie aussi expérimentée, la lutte communiste est difficile, mais ce n'est pas une raison pour la compliquer encore par des mots d'ordre absurdes de la 3^e période.

P. S.

Vérités...

Les supplications de Léon Blum

Les manifestations racistes à Berlin épouvantent Léon Blum qui supplie (*Populaire* du 15) le chancelier Brüning de demander la social-démocratie allemande :

« Il faut que le gouvernement du Reich puisse s'appuyer sur la social-démocratie. Il s'ensuit que le cabinet Brüning commettrait un véritable crime contre la constitution allemande et contre la paix européenne, s'il poursuivait son affreux chantage contre nos camarades socialistes, s'il prétendait plus longtemps leur faire payer d'insupportables amendes pour leur concours à une majorité de défense républicaine. »

Les supplications de Léon Blum montrent la frayeur qu'éprouve la social-démocratie à l'idée de combattre les bandes d'Hitler autrement que sur le terrain parlementaire.

Lorsque Dunois n'était pas avec la social-démocratie

«...Le syndicalisme révolutionnaire est en ce moment au carrefour. Il hésite, tatonne, trébuche, cherche sa voie. Amsterdam ou Moscou? Contre Amsterdam, minorité. »

— Alors Moscou? — Pas encore! La motion d'Amiens, celle dont les Jouhaux et les Merrheim ont eux aussi la bouche pleine? — Celle-là même! — Mais alors, cette motion fameuse, sous le couvert de laquelle s'abritent si commodément les révolutionnaires, contre-révolutionnaires et par dessus les marchés, les trotskistes, pourrait bien être de ces bons vieux dogmes dont tout le monde peut d'autant mieux se réclamer qu'ils ont perdu avec le temps toute signification précise!...

«...Et bien! si la motion d'Amiens s'oppose à l'union nécessaire, si elle n'est qu'un obstacle au lieu d'être un moteur, il faut la rayer soigneusement dans le linéol de toile où dorment les dogmes morts et lui substituer une motion toute neuve, adaptée aux tâches nouvelles que requièrent les temps nouveaux... »

(Dunois — Bulletin Communiste du 8 Octobre 1921).

Les contre-révolutionnaires à la Jouhaux sont toujours « abrités commodément » derrière la motion d'Amiens; mais ils ont maintenant des compagnons inattendus : ils se trouvent au Cri du Peuple et c'est avec l'aide de Dunois lui-même qu'ils ont « déroulé soigneusement de son linéol de toile le dogme mort qu'est la motion d'Amiens » pour le ressusciter contre le communisme.

Coty parfume Paul-Boncour

Paul-Boncour, le social-militariste bien connu, l'homme du « soldat polonais qui monte la garde pour la civilisation », reçoit les louanges de l'Ani du Peuple qui l'oppose à l'attitude du député radical, P. Cot, qui a osé déclarer que « la France était la nation militaire la plus puissante du monde et qu'il fallait qu'elle désarme. »

L'Ani du Peuple rappelle que Paul-Boncour a écrit (*Journal* du 7) :

« Les dictatures rouges ou noires, ou celles que blâme la croix gammée, ont mille manières de se créer, en matériel et en hommes, des ressources occultes dont le flot réuni peut déferler un jour sur nous. »

Donc, amons-nous! Paul-Boncour louangé par Coty; juste récompense!

« L'Emancipateur » émancipé?

L'Emancipateur, organe régional communiste du Centre, ne dédaigne pas, de temps à autre, d'y aller de son coup de patte contre l'Opposition unitaire; mais cela ne l'excuse pas de publier (n° du 12) avec un commentaire plus qu'insuffisant, la communication suivante signée d'un groupe d'ouvriers de Nevers :

« Est-ce que la classe ouvrière doit être commandée par un goupin polonais? »

Tel est le dilemme que se posent les ouvriers de la « Fonderie Nivernaise », 6, rue des Chauvelles, à Nevers.

Dans cette boîte existe un guignol polonais d'origine, il est surnommé Moïse. Ce disciple de Pil-sudski ne trouve rien de mieux que de chercher des histoires aux ouvriers et même au chef de fabrication de la dite boîte... »

On croit peut-être que la rédaction de l'Emancipateur va essayer de démontrer à ce « groupe d'ouvriers » de Nevers qu'il aurait tort de tomber dans la diversion nationaliste du « mauvais patron youpin polonais » et du « bon patron catholique de vieille souche »; erreur! La rédaction se contente de dire « très bien » au « groupe d'ouvriers » en les invitant à s'organiser.

Singulier journal communiste!

Pour une auto-critique véritable

Quelques enseignements des grandes grèves du Nord

Vers la grève générale

Nous avons vu dans notre premier article (1) dans quelles conditions s'étaient déclenchées une série de grèves partielles notamment à Lille et sa banlieue. Ces grèves se terminèrent toutes assez rapidement, les unes défaites, les autres avec une satisfaction partielle (cotisation ouvrière prise en charge par le patron, ou augmentation compensant la retenue sur le salaire). Les réformistes manœuvraient sans arrêt dans le but d'éviter la grève générale. Ils ne devaient pas réussir car les ouvriers en avaient assez des « pourparlers qui continuent ».

De leur côté les dirigeants unitaires continuaient l'agitation et lançaient des mots d'ordre qui ne correspondaient nullement aux aspirations des masses ouvrières. Le seul résultat effectif de ce travail était de donner une certaine vie aux mouvements partiels, de les faire connaître à toute la classe ouvrière de la région alors que les réformistes voulaient localiser les mouvements partiels et les étouffer. L'agitation et les mots d'ordre unitaires développaient chez les ouvriers la volonté de lutte mais ces ouvriers ne voulaient pas de nos mots d'ordre et n'avaient pas confiance en

nos organisations pour la conduite de la bataille. Les travailleurs voyaient sans doute avec sympathie notre action mais ils pensaient que les confédérés avaient des mots d'ordre plus appropriés à la situation et c'est ce qui explique pourquoi la masse des ouvriers s'est tournée vers les chefs réformistes et les a contraints à accepter la grève générale.

Si nos organisations unitaires avaient eu dans des mots d'ordre justes, traduire les aspirations ouvrières, la lutte se serait développée sous notre direction et sur nos mots d'ordre. Thorez et Bournein ne l'ont pas voulu et ils ont simplement réussi à pousser les ouvriers à « forcer les bonzes réformistes à lutter » — non pas derrière le P. C. et la C.G.T.U. comme l'Huma l'a écrit pendant des semaines — mais sur la plate-forme réformiste et dans des conditions telles que Bauche, Lefevre et consorts pouvaient se permettre les manœuvres les plus honteuses sans être gênés par les unitaires.

Les chefs réformistes « acceptent » la bataille

Dès les premières paies de juillet des grèves éclatent également dans les usines textiles d'Ar-

mentières-Houplines. Dans ce grand centre de la toile, les ouvriers ont des salaires les plus misérables de la région. Rapidement la grève s'étend et devient générale. C'est le seul coin où les unitaires ont eu une masse importante de grévistes derrière eux (nous avons, dans nos articles parus pendant la grève, donné l'explication de ce fait).

La grève générale d'Armentières-Houplines donne un nouvel essor au mouvement gréviste dans le secteur de Lille et après les métaux, la grève générale y est décidée pour le textile dans une assemblée syndicale confédérée malgré l'opposition de Bauche, le secrétaire de l'organisation.

Malgré les lourdes fautes déjà commises, il nous était encore possible de reprendre contact avec la masse des grévistes. Les ouvriers en lutte pour leur bitefact admettent assez facilement que les diverses tendances du mouvement ouvrent, disent leur opinion, pourvu que toutes luttent pour le triomphe des revendications ouvrières. Au début de la grève à Lille, des militants unitaires pouvaient se faire entendre dans des assemblées convoquées par les confédérés mais ça n'a pas duré.

« Le rôle dirigeant du parti » style « troisième période » qui semblait oublié, commence ses ravages. Thorez, dans des meetings de grévistes fait de longs développements sur le « social-fascisme ». « De véritables assurances sociales ne sont possibles qu'en UR.S.S., etc... » A tout de bras on cite Guesde contre les traités ouvriers. A Lesqui, à la Thomson, on fait fuir des chefs réformistes locaux sous l'accusation de social-fascisme et on décide de désigner un nouveau comité de grève. Mais les ouvriers ne veulent pas lutter le « social-fascisme »; pour le moment ils ne font pas grève pour des A. S. comme en Russie; et ce n'est pas avec des citations de Guesde qu'on pouvait contrecarrer l'ingérence réformiste.

Pour battre le social-réformisme il ne suffit pas de répéter dans chaque meeting : « social-fascisme ». On bat le réformisme et la social-démocratie en faisant triompher même les revendications mises en avant par les chefs réformistes et que ces derniers s'approprient à « noyer » et à trahir.

Au bout d'une dizaine de jours de grève, les unitaires ne comptent plus dans la bataille. Cela était particulièrement visible le 3 août. L'U.R. ne venait à Lille qu'un peu plus de 2.000 manifestants groupés de tous les coins de la région, alors qu'à Lille et sa banlieue immédiate on comptait déjà plus de 30.000 grévistes des métaux et du textile. Pourtant au cours de cette manifestation on devait parler sur les grèves et on devait ratifier les quelques dizaines de délégués à l'I.S.R., qui, soit dit en passant, n'ont jamais quitté le Nord ou le Pas-de-Calais. La myopie des sous-produits staliniens a empêché Thorez, Porreye et les autres de tirer les conclusions nécessaires de cet échec.

Au lendemain de la manifestation on cria bêtement au « succès » cependant que les chefs réformistes venaient de remporter la victoire sur les unitaires qui avaient péniblement rassemblé quelques centaines de grévistes seulement de Lille même.

A partir de ce moment la partie est jouée. Les confédérés triomphaient et chaque jour ils « démoussaient » un peu plus les adversaires communistes qui, désorientés, abandonnés par la masse, attendaient la fin de la grève pour pouvoir crier à la trahison réformiste. C'était là une erreur maigre fille de consolation pour ceux qui n'avaient pu empêcher la trahison réformiste. Ça ne fait rien, Gitton en est fier quand même.

Les ouvriers de Lille rentreront battus à l'usine mais nos piètres staliniens pourront se laisser doucement bercer par l'illusion de la « revanche d'octobre » qui devra nous tomber du ciel, car à l'heure actuelle aucune assemblée syndicale n'a — à notre connaissance — encore été réunie pour faire l'auto-critique de la grève et pour prendre des mesures susceptibles de préparer cette revanche.

A Roubaix-Tourcoing

Le déclenchement de la grève générale à Houplines-Armentières puis à Lille devait naturellement avoir une répercussion à Roubaix-Tourcoing-Halluin et environs. Dans les deux grandes cités de la laine on assista donc à un développement des grèves partielles. Vers la fin de juillet plusieurs

milliers d'ouvriers étaient déjà en grève pour des revendications les plus diverses. Dans telle usine les ouvriers réclamaient la prise en charge par le patron de la cotisation ouvrière; dans une autre ils ne réclamaient qu'une augmentation compensant à peu près la retenue sur le salaire; et en troisième lieu-d'ouvriers faisaient grève contre le versement aux A. S. et pour l'augmentation des salaires.

A cause de nos « malheurs » précédents et à cause de l'extrême faiblesse de nos organisations syndicales il était clair que le mot d'ordre de grève générale lancé par nous n'aurait aucun succès.

L'effervescence est grande chez les ouvriers des grands bagnes où règne Désiré Ley, l'intransigence patronale et l'instauration de l'odieuse prime d'esclavage dite de « fidélité » ont mis un terme à la patience ouvrière. Les chefs confédérés sont acculés dans l'impasse; ils devront agir et accepter la grève ou bien ils se démasqueront aux yeux des ouvriers prêts à la lutte, comme des serviteurs du patronat. Le dimanche 3 août se réunirent les syndicats confédérés de Roubaix-Tourcoing et environs, on est convaincu que les lieutenants à Lebas « choisirent » la première solution pour conserver le contrôle sur la masse ouvrière.

Que devons nous faire dans une telle situation? Il fallait développer au maximum notre agitation et notre propagande, il fallait clarifier les revendications sur lesquelles les ouvriers voulaient lutter et ne pas permettre ainsi aux réformistes de jeter la confusion sur les revendications dès avant la grève.

Encore une fois c'était trop demander à des fonctionnaires staliniens qui ont abdiqué toute volonté personnelle et qui agissent seulement sur des injonctions venues d'en haut.

Il ne fallait surtout pas laisser aux chefs réformistes, l'« honneur » de lancer le mot d'ordre de grève générale; il fallait absolument arriver avant eux, autrement qu'est-ce qu'on aurait dit à Paris et à Moscou à nous voir ainsi dépassés par les réformistes?

Sans aucune assemblée ouvrière réelle, alors que la masse des ouvriers attendait la grève pour le lundi 4 août, les dirigeants unitaires décrétèrent la grève générale pour le 1^{er} août. Les ouvriers se rappelaient la grève politique du 1^{er} août 1929, et se demandaient si ce n'est pas la même chose qu'on voulait. Pourquoi avoir choisi cette date

LE MOUVEMENT OUVRIER

Dix années d'Internationale Syndicale Rouge

L'internationalisme prolétarien

(Suite de la première page.)

Par contre, un facteur puissant, découlant de la leçon même des faits, pouvait favoriser le développement de l'internationalisme ouvrier. Dans toutes les grandes industries, les ouvriers voyaient surgir des cartels internationaux, plus ou moins étendus, plus ou moins durables, mais qui montraient clairement que les patrons s'évaluaient de plus en plus des barrières nationales à l'intérieur desquelles leur presse de mensonge s'efforçait de maintenir les ouvriers.

Il faut bien constater que les ouvriers n'ont guère profité de la leçon qui leur était donnée. Ils n'ont pas compris, bien que tout ce qui se déroule sous leurs yeux, l'enseignement, que leurs intérêts sont directement liés à ceux des ouvriers des autres pays, et que, s'ils laissent battre ceux-ci par leur patrons, ils préparent leur propre défaite pour demain. Il faut constater aussi que l'I. S. R. ne les a pas aidés comme c'était son rôle de le faire. Dans le domaine syndical, les fautes se paient lourdement et sont difficilement réparables. Les diverses tactiques imposées successivement par la direction de l'I. S. R. au cours de ces dernières années, souvent incohérentes et presque toujours désastreuses, ont eu des effets désastreux. Fallait-il lutter dans les syndicats réformistes? Un jour on disait oui, et le lendemain on poussait à la création de nouveaux syndicats. L'unité était-elle désirable? Certainement, et il fallait la réaliser « vite et à tout prix ». Mais ce mot d'ordre avait à peine été répandu qu'un autre lui succédait : L'unité avec les gens d'Amsterdam? Jamais, à aucun prix. Ce sont des fascistes. Comment une organisation pourrait-elle se développer dans de pareilles conditions et travailler utilement?

La direction de l'I. S. R. ne voit plus que ce qui est le plus facile de sa tâche : lancer des appels et envoyer des secours de grève; elle encourage partout l'agitation superficielle. Par suite, tous les grands problèmes se déroulent et se régiment en dehors d'elle. Prenons par exemple la question des salaires. Elle se pose maintenant tous les jours et partout; elle intéresse directement les ouvriers. Les chefs réformistes de tous les pays ont une tâche qu'ils ne dissimulent guère : c'est l'entente avec les patrons, sur la base de la situation présente de l'industrie. Par contre, les unitaires n'ont pas de tâche propre, ils sont toujours à la traîne des réformistes, se bornant à une vaine surenchère.

Or s'il est une question qui prend tout de suite un caractère international, c'est celle-là. Dès qu'une industrie traverse une crise, les patrons ne manquent pas d'incriminer la médiocrité des salaires payés par les concurrents étrangers; par conséquent si les ouvriers veulent éviter le chômage pas d'autre moyen que d'accepter une réduction de leurs salaires. L'histoire se répète sans cesse et permet à la bourgeoisie de s'acheminer progressivement vers une réduction générale des salaires avec tendance au nivellement des salaires sur les plus bas. Il incombe précisément à l'I. S. R. de ne pas permettre que la question soit ainsi posée et résolue. Comment? Mais en délaissant toutes ses sottises sur la « troisième période » et en posant la question des salaires au centre des préoccupations des ouvriers dans tous les pays, en faisant de grandes enquêtes permettant de recueillir des données précises, et en barrant la route à l'offensive sournoise de la bourgeoisie en revendiquant l'ajustement des salaires sur les plus hauts. Une action de ce genre, menée avec méthode et persévérance, aurait eu des résultats favorables, pour l'I. S. R., dans tous les domaines et notamment dans celui de l'internationalisme ouvrier.

Si, passant en revue son travail de dix

années, la direction de l'I. S. R. ne peut nous présenter de grands succès dans la question que nous examinons particulièrement aujourd'hui, par contre il serait vain et dangereux de dissimuler qu'elle a subi une lourde défaite. Quand, en 1926, les mineurs britanniques ont soutenu, pendant six mois, une dure lutte pour défendre les conditions de travail antérieurement acquises, ils ont été abandonnés à leurs seules forces. Les mineurs russes et l'I. S. R. ont envoyé des secours importants, mais les mineurs du continent les ont « soutenus » en accroissant leur production. Pas seulement les mineurs réformistes, mais aussi les mineurs communistes. Cette triste histoire a dû être dite au VII^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste, en décembre 1926. Smeral, d'abord, a tenté d'expliquer l'abandon des mineurs tchécoslovaques : « Nous avons, a-t-il dit, en Tchécoslovaquie un parti communiste fort. Le parti, tout comme les syndicats rouges, s'est vraiment efforcé d'accorder une aide efficace aux mineurs anglais. Mais que pouvions-nous faire? Dans la région de Kladno, les mineurs n'ont pas, pendant deux ans, travaillé plus de trois ou quatre jours par semaine. Toutes les familles sont affamées et endettées, sans vêtements. Et, lorsque la question s'est posée de travailler cinq jours par semaine au lieu de trois comme précédemment, il était difficile de leur demander de refuser ce travail ». Puis ce furent le terrible Rémelé qui tint un langage analogue pour l'Allemagne, et De Vieser pour la Hollande.

Quand il n'y a pas de crise économique, les staliniens l'appellent de tous leurs vœux. Quand la crise se fait de nouveau sentir, elle sert à justifier les défaillances et les échecs. On savait déjà qu'il ne faut pas leur demander d'être logiques et conséquents.

Le V^e Congrès aura-t-il tiré la leçon de ces échecs? Ce qu'on en sait ne permet guère de l'espérer. Une manifestation ébourrante à laquelle il s'est livré, laisse même supposer qu'il n'y aurait rien de changé aux pratiques défectueuses qui ont conduit l'I. S. R. à un affaiblissement trop certain. On connaît le cas du camarade Nin. Nous l'avons exposé. La mesure d'expulsion prise à son égard était déjà odieuse. Il paraît que ce n'était pas assez. Lozovsky, sur ordre de plus haut sans doute, a dû demander aux délégués de ratifier l'expulsion. La plupart d'entre eux ne savaient rien de Nin mais maintenant on n'a pas besoin de savoir pour se prononcer. Et puis Nin était déjà abattu, personne n'avait envie de le défendre. Il n'y avait vraiment qu'à approuver. Mais il fallait un âne pour donner le classique coup de pied. On a trouvé Monmousseau.

A. ROSMER.

"L'Unité" embarrasse Charbit

Charbit n'est pas d'accord avec Martin, secrétaire du syndicat unitaire (minoritaire) de Paris-Typos, et partisan de la rentrée à la C. G. T. Aussi, dans le Bulletin de la Typographie unitaire, écrit-il :

« Je le dis tout net : ma conviction est que l'initiative de Martin ne peut en aucune façon aboutir à la reconstitution de l'unité syndicale, même corporative; elle aboutira seulement à détacher un certain nombre d'ouvriers de notre syndicat révolutionnaire, qui iront grossir les effectifs réformistes... »

Très juste! Mais ce qui ne l'est pas, c'est de croire et de faire croire, comme Charbit, que l'unité syndicale, la fusion des deux C. G. T., n'est pas un mythe, une illusion, alors que les événements depuis l'accentuation de la lutte de classes provoquée par la guerre — démontrent que les réformistes, dans les organisations syndicales, répondent toujours par la scission à mesure qu'ils se sentent menacés par la poussée révolutionnaire.

Troisième période...

Lozovsky parle :

«...Je demande : où se trouve maintenant la partie la plus arriérée, la plus réactionnaire de la classe ouvrière? Celle qui est organisée dans les syndicats réformistes et suit la direction réformiste de la classe ouvrière. Au cours de la lutte nous saurons arracher une certaine partie des ouvriers à la social-démocratie, mais en ce moment, ceux qui la suivent sabotent le mouvement. L'expérience et toute une suite d'exemples nous montrent des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers non organisés dans les syndicats réformistes, retenus par un gigantesque appareil syndical. Bien plus, les non organisés dévient fréquemment certains communistes emprisonnés dans le réseau de l'idéologie social-démocratique... »

(Discours prononcé par Lozovsky au Plenum de la C. E. de l'I. C., le 28 février 1929.)

C'est donc clair. Pour Lozovsky, grand maître de l'I. S. R., les ouvriers qui suivent les chefs réformistes sont, en 1929, « la partie la plus réactionnaire de la classe ouvrière ».

...et "Tournant"

Lozovsky reparle :

« On ne peut entraîner les ouvriers du rang qui marchent encore derrière la social-démocratie qu'en les persuadant, car la majorité de ces ouvriers sont des égarés de bonne foi. Cela veut dire que l'on ne doit pas élever dans les entreprises de barrière artificielle entre les ouvriers sociaux-démocrates du rang, les ouvriers sans-parti et les ouvriers communistes. »

(Article de Lozovsky, paru dans la revue l'I. C. du 1^{er} juin 1930.)

Mais qui, sinon Lozovsky « devait des barrières » entre les ouvriers de diverses tendances? N'est-ce pas lui (voir plus haut) qui « persuadait » les ouvriers qui suivent les réformistes en les traitant d'ouvriers « les plus réactionnaires réactionnaires »?

Et pourquoi Lozovsky essaie-t-il maintenant de se cacher derrière les Monmousseau de tous les pays, les accusant d'avoir dit toutes sortes de bêtises, alors qu'ils répétaient servilement les bêtises de Lozovsky lui-même?

La crise postale confédérée

Le conseil national du 20 Octobre

Carence et passivité de la F. P. U.

Le Conseil National fédéral confédéré, conformément à la décision arbitrale confédérale se réunit le 20.

Il est convoqué par la C. G. T. elle-même qui a suspendu jusque là toute activité administrative de la Fédération. Il se bornera à élire un nouveau bureau.

Laquelle des deux tendances en présence l'emportera à cette élection?

Sera-ce le clan Baylot qui, sous l'égide du groupe fraternel maçonnique, a consommé au Conseil National du 4 août dernier une scission en règle?

Sera-ce le clan Mathé devenu alors majorité et qui s'était mis résolument en travers du nouage de l'organisation confédérée par la Franc-Maçonnerie.

Il serait peut-être hasardeux de prophétiser en la circonstance.

Le clan maçonnique a à sa disposition des cultes et tortueuses. Le groupe fraternel a comme président M. Chenot, directeur à l'Administration centrale, ancien chef de cabinet du ministre Germain-Martin et depuis le dernier remaniement ministériel, conseiller d'Etat.

C'est dire que toutes les puissances occultes administratives et gouvernementales de favoritisme, de corruption et de pression auront donné le maximum de leur mesure.

Quelle est la situation de la tendance adverse? Elle a consolidé moralement et politiquement sa position de façon très heureuse. Au début, héritière d'une situation catastrophique (œuvre du clan Baylot) elle s'est débattue dans la confusion la plus extrême.

Le clan Mathé était composé de façon assez hétérogène. D'accord sur certaines questions, les éléments qui le composaient se trouvaient en désaccord sur d'autres et réciproquement. Chose plus grave, il n'avait pas de plate-forme solide. Mais il a su profiter des événements pour progressivement mettre fin à cette situation malgré la précarité de ses forces.

1) Au lendemain de la parution d'une circulaire insultante pour le personnel des P.T.T. il a rompu les relations officielles avec le ministre.

2) Lorsque parurent les décrets fixant les nouveaux traitements et qui consacraient la déchéance du personnel, il a agi. Et il a agi dans la mesure des possibilités et de ses forces en se gardant de toute aventure. C'était là un fait nouveau dans le monde confédéré où l'on s'enlaidit un peu plus chaque jour dans la collaboration à tout prix et où l'on subissait avec résignation de la part du pouvoir camoufflet sur camoufflet, échec sur échec.

La grève partielle du 15 mai a été la rupture de fait de cet état de choses néfaste.

3) Le clan Mathé cesse d'être un clan et une coalition hétérogène. Il vient de déployer largement son drapeau et adopter la plate-forme la moins équivoque qui soit à la veille de la bataille du 20 octobre.

Le clan maçonnique lui avait reproché sa rupture avec le ministre et lui avait tiré dans le dos publiquement. Le même clan lui reproche la grève et de l'avoir déclenchée à tort.

Le clan maçonnique lui avait reproché sa rupture avec le mouvement. Il se tourne vers ses adversaires et leur dit : Vous nous reprochez d'avoir agi le 15 mai, alors ce n'est plus sur tel ou tel problème professionnel particulier que nous nous battons et que l'on se comptera mais sur les méthodes d'action syndicale et surtout sur « cette primordiale question de la collaboration avec les pouvoirs publics ».

Nous citons textuellement le passage essentiel de l'article leader du journal officiel du syndicat des Agents, P.T.T., n° 214, 25 septembre 1930, sous le titre : Notre doctrine : Majorité.

« Les éléments qui constituent l'actuel bureau syndical sont peut-être divisés sur tel ou tel problème... »

«...D'un bloc ils pensent que la collaboration peut être prohibée à la condition qu'elle ne soit pas unilatérale et qu'elle s'appuie sur un groupe ferme, combattif, résolu et ne répugnant à point aux formes d'action ou de protestation qui sont les armes ultimes des syndicats. »

« Ensemble, ils affirment que contrairement aux méthodes d'un néo-syndicalisme de ronds-de-cuir, entiché d'une collaboration intime qui conduit à une véritable intégration des organisations dans l'Etat, les syndicats doivent être jaloux de leur indépendance qui est leur bien le plus précieux. C'est ça — la majorité! »

« Les militants unitaires qui n'ont pas perdu l'habitude de la réflexion pensent sans doute avec nous que cette plate-forme constitue encore un fait nouveau dans le monde confédéré et qu'elle pourrait constituer une base de rapprochement sérieux entre les travailleurs des P.T.T. confédérés et unitaires. »

Sans contestation possible. Mais pour cela il faudrait au préalable que la bureaucratie ligée de l'appareil unitaire, faisant pendant à « la bureaucratie des ronds de cuir » baylotistes, reconnaisse ses erreurs de tactique et sorte de sa carence en face de la crise confédérée.

Ce n'est pas présentement le cas. Jusqu'ici elle est restée généralement neutre et passive. Lorsque le clan Mathé a rompu avec le ministre, elle s'est

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE

Dans la 3^e U. R.

Chez les mineurs de Chaligny

Les partisans du « rôle dirigeant du parti » à la sauce Gitton (notamment T. H., « l'unitaire », le « rabcor », etc.) dans notre syndicat ne doutent de rien. Pour faire triompher leur point de vue, ils ont amené Perrouault dans diverses réunions ainsi que Thouvenin, secrétaire des mineurs de fer du bassin de Briey, et aussi Gitton, l'émiment secrétaire confédéral. Maintenant, ils espèrent beaucoup de l'audition du grand stratège, Maurice Thorez. Car nos majoritaires sont si sûrs de la justesse de leur point de vue qu'il leur faut au moins Thorez en personne pour défendre, devant les mineurs de Chaligny, la ligne confédérale et démontrer que l'Opposition unitaire et les copains qui en font partie ne sont que des contre-révolutionnaires. Nos 100% prennent les mineurs pour des gens naïfs, s'ils croient que les discours des fonctionnaires du P. C. peuvent influencer l'opinion qu'il ont du « rôle dirigeant du parti » sauce Gitton et des tristes pantins qui, dans notre coin, représentent — si mal — le parti.

G. P.

Chez les cheminots

Avant le congrès fédéral

Nous ne sommes pas d'accord avec les dirigeants de la Fédération du Verre. Nous reprochons leur attitude à l'égard des syndicats qui ne sont pas de leur tendance mais nous ne pouvons que sourire quand nos 100% les accusent avec indignation de s'être livrés avant leur congrès au racolage des mandats.

Actuellement, le Bureau fédéral des cheminots ne se comporte pas autrement que la Fédération du Verre. Des centres importants de cheminots qui n'ont jamais été visités depuis de longs mois par les dirigeants fédéraux reçoivent maintenant leur visite à la veille du congrès fédéral!

Dans le secteur de Tours P. O., sous couleur de réunion de la majorité confédérale, les 100% ont réuni en fait tous les syndicats du secteur à l'exclusion de celui de Tours. Là, ils se sont naturellement livrés à leur habituelle besogne à l'égard des camarades de l'opposition unitaire. Calomnies, déformations, tout a été mis en œuvre pour dresser les syndicats du secteur contre l'opposition unitaire.

Au bureau du secteur, les 100% ont le secretariat. Ils entendent l'utiliser pour monopoliser les délégations dans les syndicats à la veille du Congrès fédéral. Mais à la première de ces réunions un de nos camarades du bureau du syndicat de Tous a accompagné le secrétaire du secteur. Et lorsqu'il eut exposé notre position, les camarades du syndicat se déclarèrent d'accord avec sa position mais dirent que néanmoins ils ne voulaient pas voter contre le rapport d'activité pour ne pas faire le « jeu de Rambaud ».

Le secrétaire du secteur tenta le changement coutumier : pour ou contre. Le résultat fut que huit voix votèrent le rapport d'activité et quatre se prononcèrent contre.

Puis à l'unanimité la résolution suivante fut votée :

« Le syndicat de Port Boulet réuni en assemblée générale le 11 octobre 1930 après discussion sur le rapport d'activité de notre fédération considère comme indispensable un redressement de la politique actuelle de notre Fédération. »

L'application de sa politique dans toute la dernière période l'a isolée des larges masses des cheminots, affaibli ses syndicats, dévisé et abaissé ses rangs.

Le syndicat se prononce pour une orientation vers un travail syndical sérieux sur la base de la défense des revendications des cheminots par trop délaissée au profit des phrases sur l'essor révolutionnaire et la radicalisation des masses.

Le syndicat se prononce contre le lancement de mots d'ordre sans rapport avec la capacité d'action des cheminots, tels que le 1^{er} Mai et les mots d'ordre de grève politique des masses. »

R. F.

borné à crier : C'est de la frime; se rencontrant de façon fort fâcheuse avec le clan maçonnique. Au moment de la scission d'août, elle s'est exclamé : « Deux clans de politiciens aux prises, tous dans le même sac ».

Elle n'est sortie de sa passivité qu'au 15 mai mais à la manière du rhinocéros pénétrant dans la maison de verre, en plaçant la tendance Mathé entre deux feux (le feu des maçons briseurs de grèves et celui des « politiseurs » à outrance) et en risquant de faire tourner la grève en aventure catastrophique.

Aujourd'hui elle revient à sa passivité première et elle répète plus que jamais : « Tous dans le même sac ». (Voir la Bataille des P.T.T. du 9 octobre).

Et cela malgré le tournant qui se caractérisait (au moins sur le papier et en paroles) dans la nécessité du front unique avec les masses confédérées.

Voilà une occasion unique pour la Fédération Postale Unitaire d'en faire une réalité vivante. N'a-t-elle pas combattu et à boulets rouges la

France-Maçonnerie et ses groupes fraternels? La passivité et la carence de la Fédération Postale Unitaire dans la crise confédérée ne se justifient ni tactiquement ni même doctrinairement, ou alors il faudrait admettre que le fin du fin de la stratégie de la bureaucratie qui la dirige, consisterait à abandonner ses propres plates-formes desquelles sont adoptées par ceux qui y étaient primitivement hostiles.

Etrange stratégie!

Le jour où elle osera s'affirmer et se justifier il s'agira de savoir si l'intérêt de la bureaucratie doit primer celui du syndicalisme et l'intérêt de classe prolétarien.

La question sera posée alors. Et il faudra la résoudre.

UN POSTIER UNITAIRE.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

A travers la presse

Dix années d'I.S.R....

La Correspondance Internationale publie un article de Harry Pollit sur le récent congrès des Trade-Unions de Nottingham. Citons ce passage : « Au congrès, il y avait tout au plus un ou deux délégués se trouvant sur le terrain de la lutte de classes. Ce n'est qu'au prix de grandes difficultés qu'ils parvinrent à prendre la parole, à s'élever contre la politique du Conseil général. »

Prudemment Pollit ajoute : « Et si au congrès même, ils ne trouvèrent aucune approbation, ils peuvent cependant être convaincus que leur intervention n'a pas été vaine et qu'elle a été saluée par des milliers de militants. »

Les précautions de Pollit n'attendent pas, hélas, la ruine, après 10 années d'I.S.R., du mouvement minoritaire anglais. Dix années d'I.S.R. et « un ou deux délégués » au congrès des Trade-Unions, voilà où mène la politique de Lozovsky et Cie!

<<

Délégation du personnel?

Dans l'organe fédéral des cheminots, la Tribune des Cheminots, le camarade Garnier, du syndicat de Blainville-la-Grande, émet de judicieuses réflexions sur la délégation du personnel, combattue à présent, par la direction fédérale communiste : « Les délégations du personnel reviennent encore une fois sur le tapis. Liquidation immédiate ou liquidation à terme? Les avis sont partagés. Quelle que soit la décision qui puisse être prise, il serait peut-être bon de penser que, les unitaires retirés, la délégation subsistera. Les confédérés, pour qui

la démagogie et le bluff sont élevés au niveau d'un art, n'attendent que cela pour trahir « à gauche », en prétendant défendre les cheminots. Il faut y réfléchir, car les délégations, à tous les degrés, ont une observation dans le camp patronal, et je crois que si nous avions toujours pris les garanties que si nous avions toujours pris les garanties que ceux-ci soient vraiment le « bras » du B. F., la délégation serait plutôt indigeste pour le patronat. »

<<

La grève générale des mineurs et les unitaires

Pendant que dans l'Humanité on raconte monts et merveilles sur le succès des mots d'ordre unitaires, Porrey, secrétaire de la 1^e U. R. (Nord) écrit (Enchaîné du 10) : « La grève générale de 24 heures décrite pour les mineurs, a été suivie avec un ensemble parfait dans toutes les régions minières, et dans la nôtre en particulier. Mouvement unanime, qui montre la volonté de lutte de la masse des ouvriers mineurs. Mais cependant on ne peut dire, que ce mouvement, dû à l'initiative des chefs réformistes, ait eu le caractère enthousiaste qu'il aurait dû avoir. »

«...Malgré tout, nous devons reconnaître que la grève fut extrêmement passive, malgré les efforts de nos camarades unitaires. »

Quelles sont les causes de cette passivité? Les causes? Porrey pourrait les rechercher dans les mots d'ordre des dirigeants unitaires, empreints du bluff habituel, à la grande joie des chefs de la C. G. T. U. et de Vigne, Bard et consorts à qui on facilite ainsi la besogne.

Croizat et le front unique

Croizat, dans l'organe de la Fédération unitaire des métaux le Métallurgiste, reconnaît que la « confusion extrême » règne chez beaucoup de militants de province sur le « contenu réel qu'il faut donner au front unique » :

« Résumons quelques exemples : à Lille, tout au début de la grève des Métaux, la tendance à un front unique à tout prix s'est manifestée chez un certain nombre de militants. Maintenant encore, dans notre travail de réorganisation et d'agitation, nous rencontrons ces mêmes exemples, qui vont même jusqu'à faire disparaître le rôle de nos organisations unitaires. On réalise le Comité de Lille, mais on s'aperçoit ensuite qu'il existe à l'intérieur de celui-ci un courant nettement prononcé d'indépendance absolue, vis-à-vis des organisations syndicales. Cet état d'esprit qui existe même chez certains de nos bons camarades n'est que le résultat de nos manœuvres et des influences réformistes. »

« Résultats des manœuvres réformistes? » L'inaptitude des Croizat à traduire les revendications des ouvriers dans les dernières grèves du Nord n'y est pas pour rien. En tous cas « la tendance à un front unique à tout prix » pourrait signifier plus simplement que les militants unitaires contre les Croizat attachent plus d'importance au front unique. Ce ne serait pas si mauvais signe.

<<

« Le malaise dans le bâtiment »

Gitton, dans le Bâtiment unitaire, organe fédéral unitaire, signale le « malaise qui règne dans le bâtiment » de la région parisienne : « Une situation qui risque de devenir grave existe dans la région parisienne. Le cachet serait particulièrement nuisible aux ouvriers du Bâtiment. Leur dire nous permet d'attirer leur attention sur les solutions que nous considérons comme capables de remédier à ce malaise, qui aboutit à une perte sensible d'effectifs dans certains syndi-

cats unitaires, notamment dans les sections techniques ou Syndicat Général, à une rupture entre l'organisation et la masse des ouvriers. »

Les causes d'une aussi inquiétante situation, Gitton avec son impudence habituelle, va les rejeter sur les militants des syndicats du bâtiment :

« Reconnaissons franchement que notre Syndicat Général du Bâtiment n'a pas été, dans la dernière période, à la hauteur de sa tâche. Nous avons eu un manque absolu de perspectives. Ici, une question peut être posée qui souligne ces faiblesses très graves : « Qu'a-t-on fait pour organiser pratiquement la lutte contre le prélèvement pour les A. S. et pour l'augmentation des salaires? »

« Réponse : « Nous avons assisté à un débordement de discours, d'articles, de déclarations, mais la réalité, c'est qu'aucun comité de lutte n'a été créé. »

Par contre, Gitton, lui, a agi. C'est-à-dire qu'il a été un de ceux qui ont le plus désorienté les syndicats unitaires avec ses discours sur la « prise du pouvoir ». Ah, oui! Gitton est qualifié pour parler du « débordement de discours ». Il s'y connaît!

Le malaise dans le bâtiment dont parle Gitton a d'autres causes sur lesquelles il préfère ne pas s'étendre.

Ainsi dans le Cimentier, le « groupe des militants actifs du syndicat unitaire des cimentiers » (l'opposition du syndicat) rappelle comment la grève du bâtiment (avril) voulue par les dirigeants communistes de la C. G. T. U. fut déclenchée et à quel échec elle aboutit :

XIII^e R. F. et le bureau des Terrassiers, l'élargissement de la lutte dans les Métros. On convoque les maisons (Desplats, Chouard, etc.), qui se prononcent à la majorité contre la grève. Notre travail, à ce moment-là, c'était de clarifier la situation auprès de nos corporants. C'est ce que nous avons fait.

Mais trois jours après, malgré les protestations des militants du syndicat, les dirigeants communistes imposaient l'élargissement inconsidéré de la lutte et l'opposition ajoute :

«...ce qui importait pour nos dirigeants fédéraux et de la C. G. T. U., ce n'était pas tant les revendications des ouvriers, mais ce qu'il fallait, c'était faire sortir 40.000 ouvriers du bâtiment dans la rue pour préparer le 1^{er} Mai de grève politique de masse. »

Les résultats, on les connaît. Ils ne sont pas brillants, car il est certain qu'une lutte déclenchée contre la volonté des ouvriers ne peut pas développer leur combativité, au contraire. »

<<

Après Nîmes

Dans une mise au point adressée à l'Information sociale, Vives, un des chefs du S. N. des instituteurs, rassure le journal de Ch. Dulot, inquiet par ce qu'il appelle une renaissance de l'ancien syndicalisme révolutionnaire caractérisée par l'opposition menée contre le collaborationnisme par la minorité du S. N., avec Baldacci, de la Loire, au récent congrès du S. N. à Nîmes : « Cependant, parmi ceux qui applaudissent la péroraison de Baldacci, nous étions nombreux à ne pas faire nos tentatives, à ne pas accepter l'argument d'une importance excessive à l'argument de l'opposition entre le Jouhaux d'aujourd'hui et celui d'hier, à ne pas accepter la thèse de l'abstention totale des représentants ouvriers dans le fonctionnement des organismes de coordination nationaux ou internationaux. Mais nous n'avons

pas commis l'erreur grossière, maladroite, d'assimiler Baldacci aux unitaires dans la ligne; nous ne voulons voir en lui qu'un militant du S. N., désireux comme nous d'augmenter la force réalisatrice de son organisation et de la C. G. T. »

<<

La mise au point de Vives éclaire singulièrement les commentaires de Rollo sur le même congrès (Ecole Emancipée).

« Le S. N. est possibiliste; il admet la lutte des classes, mais il entend lier les problèmes syndicaux aux problèmes d'intérêt général. L'imprécision et la confusion voulue de sa doctrine lui permettent d'applaudir indifféremment Baldacci, lui exposant la thèse syndicale révolutionnaire parfaitement condensée, selon lui, dans la Charte d'Amiens, et Vives, qui considère que cette Charte n'interdit pas de « causer avec les pouvoirs publics » et que l'action électorale est la meilleure forme d'action directe dont puissent se servir les instituteurs. »

Rollo conclut : « Ne nous plaçons pas de bandeau sur les yeux; ne caressons aucune illusion sur le devenir du S. N. Depuis la guerre, certaine variété de syndicalisme s'est si bien accoutée à l'Etat ou au capital qu'elle s'expurge presque naturellement de ses éléments hostiles, la scission est une de ses fonctions organiques. Le développement de sa gauche ne redressera pas la ligne du S. N. mais il est susceptible d'y jeter des germes de dissociation dont nous ne profiterons qu'en accentuant notre critique impitoyable de ses actes et en prouvant au personnel que c'est chez nous et par nos militants qu'il peut vaincre. »

Le point de vue de Rollo sur la gauche du S. N. apporte une intéressante contribution à l'important problème qu'est la tactique que doit employer la G. G. T. U. à l'égard de la gauche de la C. G. T.

<<

Accentuation de la crise autrichienne

La menace de la dictature fasciste

Le gouvernement Schober a été renversé, il y a peu de jours par le parti chrétien-minoritaire de Vaugoin, dont le chef des Heimwehren, Starhemberg est le ministre de l'intérieur.

Le changement de gouvernement, embarrassé énormément les sages stratèges de l'I. C. qui racontent depuis un an qu'en Autriche le fascisme est déjà au pouvoir.

La chute du gouvernement Schober a grandement contribué à l'aggravation de la crise autrichienne. Le gouvernement Schober était encore un gouvernement parlementaire, car il s'appuyait sur trois partis bourgeois.

Le front unique bourgeois, après une existence de plusieurs années, est maintenant dissolu. De larges couches paysannes, qui suivent le Landbund, et beaucoup de fonctionnaires ont provisoirement refusé de suivre le gouvernement Vaugoin-Starhemberg.

Il est douteux que le cabinet Vaugoin-Starhemberg trouve dans les élections une majorité parlementaire. Il devra donc essayer à nouveau de rétablir le front unique bourgeois — ou bien il devra tenter un coup d'Etat et instaurer la dictature.

Le coup d'Etat n'est pas du tout ce qui convient à une grande partie de la bourgeoisie. Elle n'est pas encore remise de la grande frayeur que lui a causé le grand essor révolutionnaire, des mois d'août-septembre 1929. Lorsqu'à cette époque, les Heimwehren voulurent passer à la lutte pour le pouvoir — avec l'assentiment de presque toute la bourgeoisie — on a vu que cette lutte ne se ferait pas sans soulever une guerre civile.

A présent les Heimwehren préparent le coup d'Etat dans d'autres conditions qu'en 1929. Ils disposent de l'appareil d'Etat, de l'armée, de la gendarmerie, de la police.

Aujourd'hui les Heimwehren sont mieux armés militairement qu'en 1929 pour abattre la révolte ouvrière. Par contre leur base est devenue plus petite dans les masses. Une partie des couches bourgeoises, surtout à la campagne, refuse de les suivre.

Il semble d'ailleurs qu'une partie du fascisme autrichien soit tout à fait consciente de cette difficulté et s'élève contre le bloc Vaugoin-Starhemberg. En plus, dans le camp fasciste les divergences sont de plus en plus grandes sur les questions de politique extérieure. L'aile de Starhemberg est d'accord avec les chrétiens-sociaux sur la question des Habsbourg au profit de la Hongrie, tandis que l'aile national-socialiste des Heimwehren défend un pan-Allemande fasciste.

La social-démocratie, que suit encore la grande majorité des ouvriers autrichiens, s'efforcera, dans la situation actuelle, de canaliser les masses dans les voies parlementaires de la lutte électorale. Il y a toutes les chances que le parti so-

cialiste sorte de cette lutte électorale sans avoir subi un affaiblissement notable; les chrétiens-sociaux et les Heimwehren resteront sans doute une minorité. Si après les élections, le régime de dictature Vaugoin-Starhemberg ne réussit pas à rétablir le front unique bourgeois, les possibilités parlementaires de ce régime seront épuisées et ils devront recourir au coup d'Etat. Starhemberg, ministre de l'intérieur et chef de file des Heimwehren a déjà annoncé publiquement ce coup d'Etat.

« En prêtant la main au gouvernement, les gens de la Heimwehr n'ont pas tant voulu protéger le parti chrétien-social, que garder le gouvernement du mouvement des Heimwehren, avec la volonté inaltérable de ne pas se le laisser arracher même par une majorité rouge. »

C'est un langage suffisamment clair. Il est tout à fait dans l'ordre des possibilités que les semaines à venir apportent une brusque accentuation de la crise politique en Autriche. La social-démocratie cherchera à empêcher toute tentative de la classe ouvrière d'opposer au coup d'Etat l'action de masse révolutionnaire, et essaiera, à l'aide du Landbund et du parti allemand de mettre debout un bloc contre les Heimwehren; elle sera prête à toutes les concessions pour soutenir un nouveau cabinet Schober.

Cette tactique du parti socialiste est toute faite pour paralyser la force d'action de la classe ouvrière, pour transformer les chances défavorables du fascisme. Livrer la classe ouvrière à Schober parce qu'il représente le « moindre mal », c'est la bâillonner et abattre sa volonté de lutte.

Il est hors de doute que les ouvriers révolutionnaires qui appartiennent organiquement encore pour la plupart au parti socialiste, ne se soumettront pas sans lutter à une direction révolutionnaire, reconnue comme telle faisant défaut, cette lutte se fera sur un chemin spontané. Mais des luttes spontanées portent en elles le germe de la défaite inévitable.

Pour la troisième fois depuis le 15 juillet 1927 une situation révolutionnaire est en voie de formation.

Mais autant les conditions objectives pour une lutte victorieuse contre le fascisme, sont favorables en Autriche, autant les facteurs subjectifs sont faibles. La direction du P. C. autrichien comprend à peu près les seuls éléments qui n'ont rien, absolument rien su apprendre des leçons reçues depuis le 15 juillet 1924.

Cette direction de bavards ignorants regarde l'avenir avec l'idée fixe qu'en Autriche la dictature fasciste existe déjà depuis un an. Incapable de développer la profonde effervescence qui règne au sein des masses ouvrières social-démocrates, les bureaucraties du parti détruisent cyniquement le petit et faible parti communiste qui a atteint aujourd'hui le point le plus bas de son incapacité d'action.

Nos camarades des groupes de l'Opposition de gauche autrichienne ont devant eux des tâches d'autant plus urgentes. Ils les abordent dans la campagne électorale en appelant les ouvriers à soutenir le P. C. autrichien.

Sur une prétendue conférence internationale des gens de mer et des dockers

Hambourg 7 octobre.

Il vient d'être tenu, ici, à Hambourg, une prétendue conférence internationale des gens de mer et des dockers. Ajoutons que les délégués présents représentaient environ un demi-million de travailleurs. Après une série de discours révolutionnaires, il fut décidé de former une Internationale révolutionnaire de marins et de dockers. Bien que nous ayons tous le désir de faire une telle Internationale, nous arrivons, ayant été en contact étroit avec la conférence, à la conclusion suivante: qu'une vraie Internationale de marins et de dockers ne peut provenir que d'une réunion de délégués véritables des organisations de marins et de dockers et non par le rencontre de quelques fonctionnaires du parti et des cercles des gens de mer.

A la conférence, on prétendait qu'il y avait des délégués d'Allemagne, Angleterre, France, U.S.A., Chine, Amérique du Sud, etc... Cependant, on avait du mal à découvrir quelles organisations ils représentaient. Pourquoi faire tant de mystères sur les cinq cent mille ouvriers représentés? Je ne sais pas. La vedette de la conférence fut le fameux George Hardy, qui a vécu du mouvement ces vingt dernières années. Il y a quelques années, il fut vidé des I. W. W. aux Etats-Unis. Nous le retrouvons en Angleterre comme grand homme du Mouvement Minoritaire, mais il y subit finalement le même destin. En 1925, pendant la grève des marins, Hardy essaya de la liquider à Londres quand les marins étaient encore en grève en Australie; et c'est une bonne affaire pour George mais un mauvais pour le mouvement, que les marins n'aient pu se saisir de lui à ce moment, autrement ils l'auraient jeté à l'eau. Un autre chapitre intéressant de l'histoire de Hardy sont ses rapports avec la grève générale en Angleterre. Durant toute la période de la grève, bien qu'il fut le secrétaire administratif du Mouvement Minoritaire, Hardy resta invisible. C'est après cet épisode que Hardy fut chassé du Mouvement Minoritaire. Maintenant il revient à Hambourg comme président de l'Internationale révolutionnaire des marins et des dockers. Des délégués français étaient présents à cette conférence. Il serait intéressant d'apprendre quelle organisation ils représentaient et de combien de mandats ils disposaient.

Fraternellement à vous

Un militant des gens de mer britanniques.

Quelle est la situation du Parti Communiste Italien?

Lisez la documentation sur le P. C. Italien dans le n° 23 de « LA LUTTE DE CLASSES »

Au sommaire: Blocs: Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. — Trotsky: Lettre à la nouvelle opposition du P. C. I. — Prometeo: Lettres ouvertes au Secrétariat International de l'Opposition et à Trotsky. — Trotsky: Réponses à Prometeo. — Etc...

LA LUTTE DE CLASSES 1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

La situation du Parti dans la Région Lyonnaise

La Région lyonnaise du P. C. comprend les départements suivants: Rhône, S.-et-Loire, Ain, Loire, Ardèche, L'arr. de Vienne.

C'est donc, par le Rhône, la Loire et la Saône et Loire, une des régions les plus industrielles de France.

C'est une de celles aussi où le parti a le moins progressé et surtout le plus régressé depuis 1928.

De 1924 à 1928 l'influence du P. C. se développait dans la Région. Cellules d'usines, de quartiers, sous-rayons vivotaient.

En maintes circonstances le parti arrivait à mobiliser de larges masses dans ses meetings ou démonstrations populaires.

Les élections de 1928 et 29 marquèrent un certain succès. Mais, hélas! arriva la 3^e période et ses erreurs.

Doron, secrétaire de la Région lyonnaise, a dernièrement donné un aperçu de la situation à l'heure actuelle.

Pertes d'effectifs approchant sûrement de 50% par rapport à 1927-28.

Disparition à peu près complète des cellules d'usines, remplacées par les cellules de quartiers et les sous-rayons. Cellules et sous-rayons n'ayant d'ailleurs qu'une activité réduite.

Plus de fractions actives ni dans les syndicats, ni dans les organisations à côté. Sauf peut-être aux Locataires, et encore.

Tous les coins de la Région ont été touchés par cette déchéance. Vienne, St-Etienne, la Saône-et-Loire il faut ajouter la crise de confiance des masses (membres du P.C. ou des syndicats) organisées à l'égard des dirigeants du P. C.

Même les plus fermes soutiens de la 3^e période, reconnaissent que de nombreuses erreurs ont été commises, mais ils en font remonter les responsabilités seulement aux dirigeants français sans vouloir remonter aux véritables causes, la politique de l'I. C.

Quoiqu'il en soit, même les plus acharnés reconnaissent maintenant toute la profondeur de la crise du P. C. On soutient encore la politique de la direction, mais sans confiance, parce qu'on ne sait sur quoi s'appuyer, parce que l'opposition se tait, parce que ceux qui ont vu et voient les erreurs se taisent par une fausse discipline et aussi par la crainte des méthodes de discussion. Combien sont-ils ceux qui ont peur d'être traités de: capitulards, de fatigués, de traîtres, traîtres, etc., etc., à fait taire? qui sont des « silencieux ».

Combien sont-ils ceux qui à St-Etienne, Roanne, en Saône-et-Loire, à Lyon, etc., ont leur carte du P. C. dans leur poche mais ne vont plus dans les assemblées d'informations, n'assistent pas aux réunions de cellules parce qu'ils en ont assez d'être des machines à enregistrer ou des poitrines sur lesquelles les chefs, de la Région à l'I. C. font leur « mea-culpa »?

Doron a avoué une partie du mal. Mais seulement une partie! Ce ne sont pas ses aveux qui remédieront au mal, ni ses capacités jugées maintenant par la base, à leur valeur. Ce ne pourrait être qu'une réaction vigoureuse de la base sortant de sa discipline figée pour imposer une politique véritablement révolutionnaire, inspirant confiance aux masses dans le seul parti capable de la défendre et les rassemblant pour les batailles proches.

LA LUTTE DE CLASSES

1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

MONMOUSSEAU ET LES COMITÉS de LUTTE

Monmousseau, dans la Vie Ouvrière, estime que la confusion règne sur la définition exacte des comités de lutte. Ainsi :

«...On a voulu lier le comité de lutte avec la masse, le faire apparaître comme étant sous le contrôle direct et permanent de la masse. On l'a fait à l'aide d'une formule peu claire: Le comité de lutte, c'est la masse et les délégués élus... »

Mais Monmousseau a une « formule plus claire »: « Le comité de lutte est l'organisme élémentaire de rassemblement des ouvriers unitaires, inorganisés, réformistes, chrétiens, sans parti, etc., d'accord sur un programme de revendications et sur l'orientation de la lutte. »

On ne voit pas très bien en quoi la deuxième formule « plus claire » se différencie de la première jugée « confuse ». Au lieu de dissertations sans intérêt, le docteur-ès-comités de lutte qu'est Monmousseau, ferait mieux de s'étendre sur quelques exemples pratiques. Car si les radotages creux sur les comités de lutte abondent, des comités de lutte réels on a pas encore vu la couleur.

Nous mettons en vente des collections de LA LUTTE DE CLASSES pour les 6 premiers mois de 1930, AU PRIX DE 10 FRANCS (N° 17 à 22).

3^e ANNÉE N° 24

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

PRIX DU NUM. 3 FR

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

AOUT 1930

SOMMAIRE

EDITORIAL... L'élection de Belleville.

APRES LES ELECTIONS ALLEMANDES

ROMAN WELL... Les élections au Landtag de Saxe.

KURT LANDAU... Le danger fasciste.

DER KOMMUNIST... La révolution prolétarienne et Versailles. Communisme ou national-bolchévisme. Appel aux ouvriers.

TH. DINGELSTEDT... Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti Communiste Russe.

LETTRES D'U. R. S. S. Qui soutient Staline? La déclaration d'Avril et ses échos.

NOTES ET COMPTES RENDUS: Les sources de Manouïlsky et Cie. — La délimitation idéologique de l'Opposition de gauche. — Grinko: Le plan quinquennal. — Victor Serge: L'an I de la Révolution russe.

Rédaction et administration 45, Boulevard de la Villette PARIS X.

On ne voit pas très bien en quoi la deuxième formule « plus claire » se différencie de la première jugée « confuse ». Au lieu de dissertations sans intérêt, le docteur-ès-comités de lutte qu'est Monmousseau, ferait mieux de s'étendre sur quelques exemples pratiques. Car si les radotages creux sur les comités de lutte abondent, des comités de lutte réels on a pas encore vu la couleur.

Nous mettons en vente des collections de LA LUTTE DE CLASSES pour les 6 premiers mois de 1930, AU PRIX DE 10 FRANCS (N° 17 à 22).

3^e ANNÉE N° 24

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

PRIX DU NUM. 3 FR

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

AOUT 1930

SOMMAIRE

EDITORIAL... L'élection de Belleville.

APRES LES ELECTIONS ALLEMANDES

ROMAN WELL... Les élections au Landtag de Saxe.

KURT LANDAU... Le danger fasciste.

DER KOMMUNIST... La révolution prolétarienne et Versailles. Communisme ou national-bolchévisme. Appel aux ouvriers.

TH. DINGELSTEDT... Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti Communiste Russe.

LETTRES D'U. R. S. S. Qui soutient Staline? La déclaration d'Avril et ses échos.

NOTES ET COMPTES RENDUS: Les sources de Manouïlsky et Cie. — La délimitation idéologique de l'Opposition de gauche. — Grinko: Le plan quinquennal. — Victor Serge: L'an I de la Révolution russe.

Rédaction et administration 45, Boulevard de la Villette PARIS X.

RÉPONSE AUX CALOMNIATEURS

Une lettre du camarade Santini

L'indigence politique manifeste de la fraction qui usurpe le nom de direction communiste s'exprime partout par une œuvre néfaste de dupé et de falsification dont la pire conséquence est de discréditer le communisme aux yeux des masses.

Impossible de rétablir la vérité sur tous les faits, surtout quand on possède des moyens de presse très restreints. Mais la réalité est plus solide que n'importe quel mensonge, et quoique l'on fasse pour la travestir et la déformer, elle a toujours le dessus sur la mesquinerie des pauvres valets à qui est confiée la tâche de combattre les idées et les positions politiques de l'Opposition.

Même à propos de ma participation au V^e Congrès de l'I.S.R., les dociles valets officiels n'ont pas failli à leur besogne de faussaires professionnels. Je n'ai rien à ajouter à l'interview que la Vérité a publié et qui correspond d'ailleurs exactement aux comptes-rendus officiels du Congrès que tout le monde peut lire dans les publications autorisées.

La Vie Proletarienne, pour prouver que les Trois (comme elle prétend les appeler) de l'Opposition communiste sont annihilés et entièrement isolés, continue à faire déborder ses pages de cris dans son dernier numéro (c'était à prévoir) sur ma participation au Congrès en répandant, trois colonnes durant, son écume impuissante. Dans toute cette prose nauséabonde on reconnaît la main de Nicoletti et de Victrini de ces buses déposées par Ercoli, pour lesquels (chose bien connue) le tournant n'a été que le moyen de quitter la dure vie de l'usine où le travail est sans doute plus pénible, pour se créer dans l'émigration une vie commode aux frais du parti.

Personne n'ignore la lâcheté congénitale de Victrini. Personne n'ignore que le Bureau Politique du parti, en avait proposé l'élimination de l'appareil pour faiblesse. Personne n'ignore que dans tous les moments difficiles il a trouvé avec l'aide complaisante du « beau frère » Ercoli, à fier à l'anglaise.

Mais aujourd'hui ce sont ces faibles, ces opportunistes authentiques, ces valettriers qui ont substitué à la lutte révolutionnaire la lutte pour le « bifteck »; ce sont de tels gens, qui s'arrogent le droit de donner des leçons d'honnêteté révolutionnaire aux camarades de l'Opposition. C'est-à-dire à des camarades qui n'ont jamais fui devant l'ennemi, qui sont toujours demeurés et demeurent à la disposition du parti pour n'importe quel travail révolutionnaire. Tandis que les Victrini et autres loques de la majorité ont toujours pensé pouvoir librement utiliser le parti.

Aujourd'hui ce sont les Victrini qui ont la confiance de la direction du parti et ce sont ses

représentants au sein de la C. G. T. italienne. Signe des temps! Ce fait seul prouve avec éclat qu'amène le tournant de mars: au pire opportunisme permettant à des bureaucraties corrompues de la taille de Nicoletti et Victrini de représenter les prolétaires révolutionnaires italiens groupés dans la Confédération du Travail. C'est ainsi qu'on fait réellement le jeu des réformistes, avec lesquels les Nicoletti partageaient hier l'honneur de lutter contre le parti et les syndicats rouges et qui partagent aujourd'hui la honteuse tâche de discréditer l'idée du communisme en alimentant leur campagne de calomnies contre l'Opposition.

SANTINI.

P. S. — Delobelle aussi a cru de son devoir de s'occuper du sousigné. Il a dit que j'aurais menti dans mon interview à la Vérité, étant donné que je n'aurais pas parlé à la réunion de la Commission d'Organisation, mais au Congrès. Il faut croire que lorsque Delobelle participe aux réunions de Moscou, sa pensée voyage très loin de ces réunions! Et l'on peut juger comment il a participé activement aux travaux, s'il ne se souvient même pas que les assises où j'ai parlé étaient la Commission d'Organisation. Delobelle devrait en effet se souvenir que le président de cette Commission, Piattinski, après avoir déclaré la discussion ouverte, a dû immédiatement la suspendre, car les délégués à la Commission d'Organisation avaient simplement oublié de lire les thèses à discuter.

Je conseille à Delobelle de trouver d'autres arguments pour se défendre contre la juste accusation que l'Opposition unitaire porte contre la Direction de la C.G.T.U., d'avoir pratiquement empêché sa participation au V^e Congrès de l'I.S.R.

LA LUTTE DE CLASSES

1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

LA LUTTE DE CLASSES

1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

LA LUTTE DE CLASSES

1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

LA LUTTE DE CLASSES

1 an : 30 fr. - 6 mois : 15 fr. - Le n° 3 fr. 45, Bd DE LA VILLETTE, PARIS X.

LA LUTTE DE CLASSES

L'agression économique contre l'U. R. S. S.

(Suite de la première page.)

prolétariat mondial pour la réalisation du plan quinquennal par la collaboration économique des Etats capitalistes avec la Russie soviétique. Dans la crise profonde de chômage chronique, il ne faut pas hésiter à adapter la campagne contre le chômage au développement économique de l'U. R. S. S. Alors qu'une part des difficultés de l'économie soviétique résulte de l'isolement de l'U. R. S. S. et que d'immenses masses ouvrières souffrent durement de la crise de surproduction capitaliste, il faut montrer que des centaines de milliers d'ouvriers pourraient trouver du travail par la fabrication de l'outillage utile à l'Union soviétique et que cet outillage permettrait à l'U. R. S. S. d'exporter en quantités importantes des produits de consommation de première nécessité pour les masses. Il faut enfin lancer le mot d'ordre de larges contrats économiques mettant dans la dépendance l'un de l'autre l'importation d'outillages en U. R. S. S. et l'exportation de produits soviétiques, sous le contrôle des ouvriers étrangers (syndicats, comités d'usines, etc...) et des ouvriers russes (1).

C'est aux P. C. de mobiliser les masses prolétariennes contre la nouvelle attaque antisoviétique. La première tâche consiste à démasquer le mensonge du « dumping » soviétique. Il faut expliquer aux ouvriers quelles sont les nécessités économiques qui obligent l'U. R. S. S. à vendre à perte pour réaliser le plan quinquennal. Il faut cesser absolument de publier des mensonges sur la situation florissante de l'Union soviétique, sur l'édification du socialisme dans un seul pays, il faut reconnaître les erreurs graves commises par une collectivisation à outrance. Il ne faut pas endormir les prolétaires du monde entier par des affirmations optimistes. Il faut au contraire éveiller leur attention et faire appel à leur solidarité de classe.

Il faut également montrer la situation économique des pays capitalistes qui les pousse d'une façon presque impérieuse à obtenir l'ouverture du marché russe. Il faut empêcher les capitalistes de détourner par des campagnes de presse bien menées des larges couches prolétariennes de leur devoir de classe et de les dresser contre le « dumping » soviétique présenté comme source de chômage et des difficultés accrues. Il faut au contraire, pour lutter contre le chômage, lancer le mot d'ordre de la collaboration économique. Il faut en premier lieu en France exiger l'abolition des mesures prises contre les produits soviétiques; cette prohibition de produits de consommation courante ne peut qu'élever le coût de la vie ou

qu'amener du chômage dans des industries privées de matières premières à bon compte (industrie du lin).

Le P. C. français qui, pendant toute la « troisième période » a crié à la guerre imminente contre l'U. R. S. S. et qui appelait à tout propos et hors de propos à la défense de l'U. R. S. S. se trouve aujourd'hui dans une situation où ce serait faillir à son premier devoir de défense de l'Etat prolétarien qu'être incapable de dresser les prolétaires de ce pays contre les mesures économiques de l'impérialisme français qui dirige la lutte antisoviétique. Mais ce n'est que dans la mesure où le P. C. abandonnera franchement la politique basée sur une analyse fautive qui l'a détaché des masses ouvrières, pour une politique de défense véritable des intérêts prolétaires, qu'il saura entraîner la classe ouvrière pour la défense de l'Union soviétique. Il est nécessaire que tous les communistes soient bien convaincus de ces nécessités et imposent les redressements nécessaires avec la plus grande énergie et une combativité accrue.

M. F.

(1) Nous renvoyons à l'article de L. Trotsky: « Le plan quinquennal » (Vérité, 28 mars 1930), où la question est développée à fond.

Le numéro 24 de

La Lutte de Classes

vient de paraître.

Au sommaire: L'élection de XX^e. — R. Well: Après les élections en Saxe. — K. Landau: Le danger fasciste en Allemagne. — Kommunist: Communisme ou national-bolchévisme? — Appel aux ouvriers pour les élections au Reichstag. — Lettres d'U. R. S. S.: Dingelstedt: Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti. — Qui soutient Staline. — La déclaration d'Avril et ses échos, etc... Comptes rendus de livres: Grinko: Le plan quinquennal. — Marion: Les deux Russies, etc...

Le prix du numéro : 3 fr.

Le n° 25 (Septembre) paraîtra immédiatement après. Il contiendra un très important article du camarade Trotsky: « Staline théoricien », critique des discours de Staline sur la collectivisation de l'agriculture.

En vente: 45, Bd. de la Villette, Paris

BULLETIN DE L'OPPOSITION (Bolcheviks-léninistes)

(septembre-octobre) est paru (entièrement en langue russe).

SOMMAIRE:

Aux communistes chinois et du monde entier! (Manifeste de l'Opposition de gauche internationale).

L'Internationale paysanne et la Ligue anti-impérialiste.

L. TROTSKY. — Staline et la Révolution chinoise. (Faits et documents).

CHEN-DOU-SIOW. — Lettre à tous les membres du parti communiste chinois.

T. — La science prospère de Malotov.

ALPHA. — Remarques d'un journaliste.

L. TROTSKY. — Le chômage universel et le plan quinquennal. (Lettre aux ouvriers communistes de Tchecoslovaquie.)

L. TROTSKY. — Réponse aux camarades de l'opposition italienne.

— Lettre ouverte de la nouvelle opposition italienne à tous les membres du parti communiste italien.

L. TROTSKY. — Salut à la Vérité.

A. BERNARD. — Lettre ouverte aux membres du P. C. français.

R. WELL. — Les élections en Saxe et l'opposition de gauche.

— Appel de l'opposition de gauche allemande pour les élections au Reichstag.

L. TROTSKY. — Lettre à la rédaction du journal communiste italien Prometeo.

I. O. — L'opposition hongroise.

La vie de l'opposition de gauche internationale. Lettres de l'U. R. S. S.

BULLETIN DE L'OPPOSITION (Bolcheviks-léninistes)

(septembre-octobre) est paru (entièrement en langue russe).

SOMMAIRE:

Aux communistes chinois et du monde entier! (Manifeste de l'Opposition de gauche internationale).

L'Internationale paysanne et la Ligue anti-impérialiste.

L. TROTSKY. — Staline et la Révolution chinoise. (Faits et documents).

CHEN-DOU-SIOW. — Lettre à tous les membres du parti communiste chinois.

T. — La science prospère de Malotov.

ALPHA. — Remarques d'un journaliste.

L. TROTSKY. — Le chômage universel et le plan quinquennal. (Lettre aux ouvriers communistes de Tchecoslovaquie.)

L. TROTSKY. — Réponse aux camarades de l'opposition italienne.

— Lettre ouverte de la nouvelle opposition italienne à tous les membres du parti communiste italien.

L. TROTSKY. — Salut à la Vérité.

A. BERNARD. — Lettre ouverte aux membres du P. C. français.

R. WELL. — Les élections en Saxe et l'opposition de